

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
30 octobre au 5 novembre 1997

10,00 F

Bienvenue aux immigrés!

LE GOUVERNEMENT VEUT se présenter comme réaliste et responsable. Ne régulariser que quelques milliers de sans-papiers et « toiletter » les lois Pasqua-Debré serait la seule démarche possible. Ainsi, la gauche voudrait fixer la limite du raisonnable. Au-delà de cette frontière, personne ne pourrait sérieusement s'aventurer.

Plus d'un millier de pétitionnaires demandent la régularisation de tous les sans-papiers. Chevènement les traite d'irresponsables. Des voix de plus en

l'administration, cette logique « humanitaire » a montré de plus en plus clairement ses limites.

Les mouvements de sans-papiers ont mis en avant une autre logique, celle de la lutte collective. Leur auto-organisation leur a permis d'acquiescer une autonomie vis-à-vis des organisations antiracistes et de leur démarche au cas-par-cas. Vivant tous la même galère, ils ont refusé de trier parmi eux ceux qui auraient une chance d'être régularisés et ceux qui n'en auraient aucune. Tout naturellement, le slogan, « des papiers pour tous » s'est alors imposé.

la rue contre la loi Debré aurait constitué un salubre sursaut moral mais aujourd'hui tout serait différent. Pourtant, la loi Chevènement se situe dans la continuité de celles qui l'ont précédé. Pour atteindre les mêmes objectifs, elle conserve évidemment l'essentiel de l'arsenal hérité de Pasqua-Debré, le renforçant même dans certains domaines. Mais la contester serait dangereux. Ce qui était vrai hier ne le serait plus aujourd'hui.

Pour faire passer la pilule, le gouvernement bénéficie de la compréhension

**manifestation des
sans-papiers en lutte
le 1^{er} novembre
à 14 h 30 à Paris gare de l'Est**

**Mise en examen d'une animatrice
de Radio libertaire pour « diffamation
envers un fonctionnaire de l'État ».
La justice continue de poursuivre
Radio libertaire.**



plus nombreuses s'élèvent pour défendre la liberté de circulation, le premier flic de France leur répond qu'ils sont des libéraux ou, sur un registre plus condescendant, des « gens sincères mais mal informés ».

Il faut savoir terminer une pétition

Pendant des années, les organisations antiracistes se sont contentées, dans leur grande majorité, de défendre des cas individuels « d'irréguliers », qu'elles considéraient comme étant plus « présentables » que d'autres, tout en refusant de remettre en cause la logique de contrôle des flux migratoires. Au fil du durcissement progressif à la fois de la législation et des pratiques concrètes de

Quand la droite était au pouvoir, Bernard choquait tous nos bons dirigeants de gauche. Aujourd'hui, Mauroy qualifie d'« insurrectionnel » le comité de sans-papiers de Lille. De son côté, le gouvernement affirme qu'il organisera l'expulsion des dizaines de milliers de sans papiers qui ne seront pas régularisés. Pour mener à bien ce projet, ce sont de véritables lignes régulières, sous contrôle militaire, que la gauche devra organiser. A côté, les charters de Debré paraîtront bien ridicules. Mais il n'y aurait pas d'autres solutions.

Demander la régularisation des cent vingt mille sans-papiers qui en ont fait la demande comme le réclament plus d'un millier de pétitionnaires n'a rien d'utopique. Pourquoi ce qui était possible en 1981 ne le serait-il plus aujourd'hui?

Ne pas gêner les « camarades ministres »

Quand la droite était au pouvoir, signer des pétitions ou descendre dans

complicité de tous ses réseaux militants, qu'ils appartiennent à la gauche politique ou associative. Il ne faudrait surtout pas gêner les camarades ministres. Pour la forme, les Verts ou le P.C.F. émettent des critiques mais c'est dans l'arène parlementaire qu'ils souhaitent « mener la lutte ». De leur côté, la L.D.H., le M.R.A.P. ou la Cimade placent leurs espoirs dans le lobbying ou les négociations de couloir. Pour espérer faire reculer le gouvernement, c'est pourtant dans la rue qu'il est plus que jamais nécessaire de construire le rapport de force.

Pendant ce temps, Chevènement défend son projet de loi. Il serait ferme et généreux, en un mot républicain Sa grande ambition serait d'aboutir à un vaste consensus politique sur l'immigration. Être trop « laxiste » serait catastrophique, cela pourrait désespérer l'électorat populaire et le pousser dans les bras du Front national.

Cette rengaine nous est familière. Quand les pétitions fleurissaient contre la loi Debré, Raoult, alors en charge du portefeuille de l'inté- ● ● ● page 8

EDITORIAL

Pendant un demi-siècle, la gauche italienne a été écartée du pouvoir central. Seuls des partis-croupions, socialistes ou socio-démocrates, jouaient les forces d'appoint pour la démocratie chrétienne.

Dans ce contexte, ceux pour qui la gauche représenterait le mouvement social ont salué les résultats des législatives d'avril 1996 comme un bouleversement politique. Pour la première fois, une coalition de centre-gauche, dominée par les ex-communistes du P.D.S., prenait en mains les rênes du pouvoir. De plus, les votes des députés communistes de *Rifondazione* étaient indispensables à la coalition de l'Olivier.

Dans le même temps, les milieux financiers, en Italie et dans le monde, applaudissaient des deux mains. Moins imprévisible et populiste que Berlusconi et ses alliés, la coalition de l'Olivier leur paraissait offrir une meilleure garantie en terme de stabilité tout en affichant la volonté de faire le nécessaire pour respecter les critères de Maastricht.

Qui avait raison? Aujourd'hui, les faits démontrent clairement que la gauche italienne a tout simplement accentué la politique antisociale des gouvernements précédents.

De 1992 à 1996, les coupes dans les budgets sociaux avaient permis de pratiquement diviser par deux le déficit budgétaire. En une seule année, la coalition de l'Olivier a réussi « aussi bien » (3,3% du PIB en 1997 contre 6,7% du PIB en 1996) en imposant deux cents milliards de francs d'économie, touchant prioritairement le système des retraites, la santé, l'éducation et la fonction publique.

Dans ce contexte, Fausto Bertinotti, secrétaire de *Rifondazione comunista*, annonçait, le 9 octobre, que son parti refusait de voter le budget pour 1998. Avec un certain aplomb, les communistes reprochaient à Romano Prodi, le président du conseil, d'avoir changé de ligne politique. Ce projet de budget se situait pourtant dans la lignée du précédent...

Romano Prodi avait alors beau jeu de dénoncer *Rifondazione* comme le responsable de « la crise la plus folle du monde ». Après avoir choisi de cautionner pendant dix-sept mois une politique visant à réduire les déficits à tout prix pour respecter les critères de Maastricht, *Rifondazione* semblait tout remettre en cause au dernier moment.

Face à la menace d'une dissolution et après de nouvelles tractations, *Rifondazione* a finalement accepté de voter le budget et de renouveler pour un an son soutien au gouvernement. Pour sauver la face, Bertinotti n'a obtenu en contrepartie que de vagues promesses sur les retraites et les trente-cinq heures.

La gauche italienne est parfaitement complémentaire: alors que le P.D.S., converti au libéralisme social, accepte clairement de servir les intérêts du patronat, *Rifondazione* se fait seulement un peu prier. Un peu comme en France.

ISSN 0026-9433 - N° 1098

M 2137 - 1098 - 10,00 F



F° P 2520

« Ici Bordeaux... les anarchistes parlent au monde »

NOUS SOMMES CONFRONTÉS à un procès Papon sur-médiatisé. Mais après tout, le contraire nous eût étonné. Dans la relation des faits qui touchent à cette période, il y a une sorte de récurrence qui veut que la classe politique, sinon la société, se divise en deux blocs antagonistes, blocs qui ne recourent pas, loin s'en faut, les divisions politiques habituelles...

Au nom du « réstantialisme », d'aucuns s'emploient à considérer que la France n'a en rien à endosser la parenthèse vichyssoise... L'histoire nationale et républicaine s'arrêterait en juillet 1940 pour ne reprendre qu'en août 1944... Une parenthèse qui attribue à la Résistance la légitimité historique et à la collaboration, l'abandon de la tradition nationale et républicaine ainsi que l'indignité et la lâcheté au moment de lutter contre l'invasisseur.

Au nom de « l'unité nationale », d'autres, très rapidement du reste (1), ont considéré que le temps était venu d'oublier, sinon de pardonner, les faits, gestes et actes de collaboration supportés par une partie de l'administration vichyssoise de l'époque, actes dans le cadre de la politique mise en œuvre par le maréchal Pétain, le gouvernement Laval et les gouvernements qui lui succédèrent...

Pour les anarchistes, parmi les questions soulevées par ce procès, trois d'entre elles méritent que nous nous y arrêtons ici.

A propos du devoir de mémoire...

Assimiler les regrets et les repentances tardives d'un président de la République (2), de l'Église catholique de France, d'un syndicat de police... assimiler cela à la « fin expiatoire » et attendre de Vichy, relève plus de la cécité journalistique que de l'objectivité historique en marche. Le devoir de mémoire ne peut ni ne doit s'accorder de frontières. Il ne peut être la caution servant à réhabiliter une classe politique passablement emportée par la tourmente des affaires, des reniements et des promesses rarement tenues.

En clair, la mémoire doit nous permettre de remonter l'horloge du temps sans chercher à établir un préalable les échéanciers, les étapes obligées et les circuits qu'elle devra emprunter. Dans l'affaire qui nous préoccupe il est nécessaire de se souvenir du fait qu'en 1936, les socialistes, toutes tendances confondues, s'accordèrent à condamner la « révolution libertaire » espagnole. Certains le firent alors au nom de la défense des seules valeurs républicaines et de la politique de Staline et d'autres, au nom des valeurs de la

chrétienté, de la libre concurrence et de Franco.

La victoire des phalangistes d'Espagne (3) et du fascisme européen mettait un terme à une parenthèse révolutionnaire, seule susceptible de faire barrage au déferlement de la barbarie. Il est utile de se rappeler que Pétain fut nommé ambassadeur de France auprès du « sinistrissime » Franco en 1939. Cette nomination ne fut-elle pas le fait d'une République légitime et démocratique?

De la notion de continuité de l'État

La grande administration, (la moyenne et la petite aussi) est passée du service de la république bourgeoise à celui de l'État français en ne s'accordant qu'un court répit. Un moment de réflexion suffisant qui permit aux serviteurs zélés du gouvernement, aux défenseurs zélés des inégalités sociales, aux hommes qui mettent la religion du pouvoir et de l'ordre au dessus de toute émotion et de tout choix personnel, de changer de maîtres sans changer d'âme. L'obéissance à l'État ne se discute pas, quels que soient les hommes qui le dirigent.

La légitimité, l'administration de Vichy la tira tout d'abord de la pantalonnade sinistre du 10 juillet 1940 qui vit 569 députés et sénateurs — contre 80 parlementaires réfractaires (4) — accorder tous les pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain.

Fort de cette décision, et dès le lendemain, Pétain promulguait trois actes constitutionnels qui donnaient naissance à l'État français. Ce qui est en cause, nous pouvons le constater ici, c'est la légitimité attribuée à des actes et des périodes, du seul fait qu'ils émanent des hautes sphères de l'État, des votes décisionnels des Chambres, des prises de position de la « représentation nationale ». La souveraineté des individus, y compris quand ces derniers se coalisent, trouve là les limites de son expression: la souveraineté des décisions de l'État prime sur tout et la défense du statu quo sociétaire fait d'inégalités et d'injustices sociales s'en trouve en tout temps et en tout lieux confortée...!

Du règlement de compte politique

Les présidents en exercice avaient tous, plus ou moins, leur casserole vichyssoise plaquée dans un placard élyséen. Pompidou avait aidé Touvier. Mitterrand couvrait Bousquet. Quant à Giscard, sa famille fournissait quelques appuis à la politique vichyssoise...

Il furent l'objet de l'intérêt assidu d'une partie des médias d'informa-

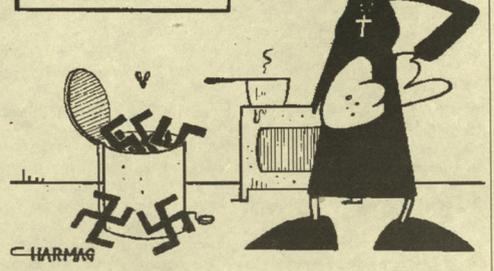
tion. Seul De Gaulle trouvait grâce aux yeux des historiens et hagiographes, traduisant en cela la propension qu'il y a à protéger le « mythe historique » de toute impureté, au demeurant en se vautrant, si besoin était, dans l'hypocrisie et la malhonnêteté intellectuelle.

pouvoir de droit face à tous les pouvoirs de fait...

Laissons la mémoire une fois encore s'exercer. Nous pouvons ainsi écrire que les défenseurs les plus qualifiés des intérêts capitalistes furent très vite convaincus que le pouvoir n'avait guère changé de mains (6). Il

UN BEAU MATIN CHEZ LES DE GAULLE...

C'EST POUTANT SON TOUR DE DESCENDRE LA POUBELLE



Pensez donc! L'homme du 18 juin appelant dans son entourage des fonctionnaires impliqués dans l'administration vichyssoise! Et pourtant, n'en déplaît à M. Séguin, M. Messmer et autres tartufes gaullistes, l'identité même du gaullisme se trouve écornée par ce retour à l'histoire.

Le « guide » de la France détenait sa légitimité du 18 juin 1940. Il sut la prendre et la conserver alors que les dépositaires légaux n'avaient su la protéger.

A la Libération, il se fit très vite le chantre de l'unité nationale, unité fragile qu'il avait contribué à forger dès son appel de juin... Pour survivre et bâtir, la mobilisation du travail et l'affirmation de l'État délivrèrent dans cette période une absolue généralisée des fautes passées. Mais, ce faisant, les classes dirigeantes firent l'économie d'un questionnement de fond: «... Comment épuré sans amorcer l'examen critique des fondements économiques, sociaux et politiques du système qui avait fait proliférer la trahison?»

La Libération, sous la férule du général de Gaulle, ouvrit une période de tensions mais n'amorça pas le processus révolutionnaire un moment entrevu. Alexandre Parodi (5), appliquant à la lettre les consignes du général écrivait: «... Je vous recommande de parler toujours très haut et très net au nom de l'État. Les formes et les actions multiples de notre admirable Résistance intérieure sont des moyens par lesquels la Nation lutte pour son salut. L'État est au-dessus de toutes ces formes et de toutes ces actions».

La question clé de la restauration de l'État régalait, chemin faisant, la question de sa continuité. Les commissaires de la République se substituèrent aux préfets régionaux de Vichy. Ils furent les pièces maîtresses de l'édifice « autoritaire » et s'employèrent à installer par tous les moyens et dans les délais les plus brefs le

est vrai que le « redressement » dans la liberté, le coup d'arrêt aux illusions collectives de la Libération, la concurrence comme prix de l'expansion et du bien-être, permirent au patronat de reprendre très vite confiance.

Le maintien à Bordeaux de Maurice Papon, qualifié récemment par M. Raymond Barre de « grand commis de l'État (7) », servait les intérêts de la grande bourgeoisie, servait les desseins du général de Gaulle, en un mot réalisait le vœu cher à ce dernier, faire admettre aux Français que « la nécessité est la loi suprême ». Ainsi le programme du C.N.R. (Conseil national de la résistance) qui envisageait à la Libération la mise en place d'une « véritable démocratie économique et sociale » fut-il jeté aux orties... Mais de cela le devoir de mémoire de certains n'en a cure!

Edward Sarboni, groupe Puig Antich (Perpignan)

(1) Dans le cadre du procès, Monsieur Olivier Guichard n'a-t-il pas déclaré que De Gaulle « jugeait nécessaire, au nom de l'unité nationale, d'intégrer les anciens cadres de Vichy dans l'administration issue de la Libération: Ainsi Georges Pompidou, Michel Debré et Maurice Couve de Murville, tous anciens Premiers ministres du général De Gaulle ont-ils fait leurs armes dans l'administration de Vichy».

(2) Jacques Chirac lors d'un discours tenu le 16 juillet 1995...

(3) La politique franco-anglaise de non-intervention peut à cet égard être soupçonnée d'avoir aidé le camp de la réaction...

(4) Sagnes Jean, Marielle Jean, *Pour la République. Le vote des 80 à Vichy le 10 juillet 1940*, Moulins, 1992. Ed. Comité en l'honneur des quatre-vingts parlementaires du 10 juillet 1940, 79 p.

(5) Délégué général du gouvernement en France.

(6) Ehrmann H.V., *La politique du patronat français 1936-1955*, Paris, 1959, Ed. Colin.

(7) Il fut en effet ministre du Budget de R. Barre entre 1978 et 1981.

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREANCIER PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)	
NOM _____ Prénom _____	N° _____ Rue _____
Code postal _____	Localité _____
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER	
Etablis. Codes Guichet	N° de compte

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

le monde libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Drogues : c'est plus facile d'être dans l'opposition

Le 18 juin 1996 les jeunes des Verts et du Parti socialiste appelaient à un rassemblement, avec le C.I.R.C. (Collectif d'informations et de recherches cannabiques) sur la légalisation du cannabis. Des militants de la Fédération anarchiste (C.F.M.L. du 20 juin 1996) étaient intervenus contre cette présence en distribuant entre autres un tract. Si la gauche tentait de récupérer une certaine sympathie existant dans la jeunesse autour de la dépénalisation du cannabis, nous les rappelions « aux bons souvenirs » : « Que les socialistes ne se fassent pas d'illusions. Les deux cent mille personnes enfermées durant des mois dans les geôles françaises, les millions d'usagers maintenus dans la clandestinité en fumant des produits dégueuleuses ne peuvent oublier les dix ans de politique socialiste en matière de drogues... ». Certains, dans l'espoir de construire une opposition plurielle, souhaitaient, sans trop de succès, nous voir ailleurs : « Vous, les anars, comme d'habitude toujours critiques ». Toujours critiques, mais d'une critique lucide qui s'appuie sur une analyse du pouvoir et d'une société capitaliste et que l'histoire malheureusement

confirme. Mais à cette époque, la gauche, avec un pied ferme dans l'opposition, ne pensait pas accéder un an plus tard au pouvoir. Depuis des eaux de répression ont coulé... En février 1997, le C.I.R.C. recevait de lourdes condamnations pour l'organisation du 18 juin 1995. En avril 1997 des livres des éditions du Lézard furent saisis par la police (*Fumée clandestine, Nouvelles du Front* de Jean-Pierre Galland et *Les très riches Heures du Cannabis* de Phix). Le rassemblement de juin 1997 fut très mouvementé, et le changement de majorité n'a en rien changé la donne : arrestation de plusieurs militants C.I.R.C. pendant la préparation, interdiction du rassemblement par la préfecture de Paris. Le C.I.R.C. par naïveté et provocation (les deux états d'esprits y co-existent) s'étonnait au travers d'un communiqué de la décision du préfet, prise avec l'accord explicite de Jean Pierre Chevènement.

De même, les propos de nos ministres socio-démocrates sont à plus d'un titre intéressants et très pédagogiques. Dans le courant du mois de septembre 1997, Mme Voynet déclare dans *Charlie hebdo* avoir fumé des joints et être favorable à une légalisation de cer-

taines drogues. Mme Guigou, ministre de la Justice, dans une « envolée révolutionnaire notoire » emboîte le pas dès le lendemain : « Toutes les drogues ne sont pas identiques ». Une semaine plus tard, le rouleau compresseur du réalisme socio-démocrate est passé par là. L'électron libre Voynet, après s'être fait rappeler à l'ordre, ne s'épanche plus sur le sujet. Quant à Mme Guigou, elle s'est

révisée et a déclaré officiellement : « La législation actuelle sur les stupéfiants ne sera pas modifiée... ». Le débat, à peine lancé en catimini, est clos ! Cette courte histoire pourrait se raconter comme une fable de La Fontaine où l'on rigolerait des éternels revirements des gouvernements de gauche au nom du sacro-saint réalisme.

Mais le rire n'est pas de mise. Le mouvement des usagers n'est pas en très bonne santé : la politique de répression vis-à-vis du C.I.R.C. porte ses fruits, et l'A.S.U.D. (Association d'auto-soutien défendant une reconnaissance des usagers et s'attaquant à une politique de prévention) a par moment tendance à s'essouffler. De plus les chiffres restent accablants. La France détient le record d'Europe de porteurs de V.I.H. avec au moins deux cent mille séropositifs. En 1995, les services de police ont interpellé soixante-neuf mille personnes (une hausse de seize pour cent) dont cinquante mille usagers simples (dont quarante et un mille pour canna-



bis) mais par contre, comme par hasard, aucun gros bonnet. Comme nous le rappelions dans le tract cité en début d'article « seule la coordination et l'auto-organisation de nos luttes peuvent nous permettre d'en maîtriser le déroulement et les finalités, que ce soit contre les lois liberticides ou dans la lutte pour la légalisation ». Et ce ne sont pas les propos récents de Madelin (*Liberation* du 17/02/97) qui nous démentiront. Une fois dans l'opposition, ce dernier prône une légalisation sous prétexte que ces milliers d'arrestations entraînent des lourdeurs administratives et que des masses financières importantes échappent à l'État et aux capitalistes les plus respectueux du droit. Les propos de Madelin justifient en eux-mêmes l'insuffisance de la revendication autour de la dépénalisation. Nous ne voulons pas d'une légalisation qui rendrait la drogue à l'état d'un simple produit commercial engendrant une plus-value importante. Au contraire nous défendons, au nom des usagers que nous sommes parfois, un système coopératif, seul système pouvant allier qualité des produits et une réelle politique de prévention.

Régis Balry, groupe de Nantes
Pour toute info.
C.I.R.C. 73-75.rue de la Plaine 75 020 Paris

Fabienne licenciée de l'Éducation nationale

UNE SALE HISTOIRE QUE CELLE QUI ARRIVE à notre camarade Fabienne : maîtresse auxiliaire d'anglais dans un collège difficile des Mureaux, elle voit, au mois de juin dernier, dans l'ambiance d'efflochesment des fins d'année scolaire, un élève qui rentre dans sa classe pour faire le guignol ; il est en sixième, son «public» (les élèves qui ont cours) en troisième, alors il force la dose : sous prétexte d'aller chercher un stylo qu'il a lancé, il fait mine de franchir une balustrade qui mène sur une terrasse ; un incident « banal » eu égard à tout ce qui peut se passer dans ce type d'établissement. Seulement, c'est à partir de cet incident que toute une cabale va être montée : le principal du collège, très remonté contre Fabienne qui milite au Collectif des non-titulaires et à la C.N.T., fait un rapport contre elle au nom de la sécurité. Quelques jours plus tard, il lui interdit l'accès de l'établissement, un comportement inimaginable dans l'Éducation nationale, une décision qui la prive d'accès à ses élèves. Et puis une lettre du rectorat : Fabienne est purement et simplement licenciée.

notamment sur un rapport d'inspection inventé de toutes pièces ! Les autres démarches que la C.N.T. et le Collectif des non-titulaires entreprennent, avec le soutien de S.U.D. et de la C.G.T., se heurtent à des fins de non-recevoir, voire même à de l'hostilité. Localement, ses collègues des Mureaux ont été parfois tenus dans l'ignorance du licenciement, parfois au contraire ils ont été visiblement très informés... très déformés devraient dire quand ils rapportent la version officielle : il a fallu aller sur place pour dire ce qui s'est passé. Ainsi, tout se cumule : l'arbitraire d'un chef d'établissement, l'indifférence du rectorat devant les faits comme devant le sort des individus, la précarité des M.A. qui exercent les tâches les plus difficiles et à qui tout peut arriver, la hargne de ceux qui nous disent préférer les syndicats « représentatifs » au nôtre. Devant cela, l'exposé détaillé des événements, la multiplicité des interventions, rien n'y a fait pour l'instant. On conçoit bien qu'on les énerve. On sait bien que ces minables sont entêtés jusqu'à l'acharnement. Mais ils auraient tort de faire preuve de trop de bêtise : ceux qui se sont récemment attaqués à nous (licenciements à la COMATEC, procès de la députée réactionnaire Boutin contre notre journal) en ont été pour leur frais. Fabienne doit être réintégré.

Jean-Pierre, syndicat C.N.T. éducation R.P.

En bref

- Le groupe de Nancy tient une table de presse tous les mercredis de 12 à 14 heures à la faculté des lettres de Nancy.
- Le groupe Louise Michel vend le Monde libertaire le vendredi de 17 h 30 à 19 h 30 aux Forum des Halles (porte Lescot) ; le samedi de 10 heures à midi au marché du bas de Suresnes ; le dimanche de 9 h 30 à 11 h 30 au marché du haut de Suresnes.
- On peut rencontrer le groupe Elisée Reclus de la F.A. d'Ivry-sur-Seine chaque dimanche de 10 à 12 heures lors de la vente du Monde Libertaire sur le marché du Petit Ivry (M° Pierre Curie). On peut lui écrire à :
- Groupe Elisée Reclus c/o les amis de Louise Michel, BP 55, 94 202 Ivry-sur-Seine.
- L'union locale Lyon de la Fédération anarchiste reprend ses permanences à la librairie la Plume noire. Vous pouvez nous retrouver du mercredi au samedi de 15 à 19 heures au 19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er} ; Tel : 72.00.94.10. Par ailleurs, le Café Libertaire est de nouveau ouvert tous les jeudis soirs à partir de 21 heures (même adresse mais entrée par l'allée).
- L'Anarcho n°10 publie un dossier sur les libertaires et le roman noir. On peut le commander à ADCL, B.P. 4171, 06303. Nice cedex 4. (42 pages, prix libre).

ANGERS

Une coordination de chômeurs à la rue !

Palipo-Pasamdroit est une association de chômeurs qui existe depuis trois ans à Angers. Une association différente de beaucoup d'autres, qui se bat pour une société égalitaire et sans chômage. Une association qui regroupe des chômeurs, des salariés, des précaires. Non pas une association subventionnée par la mairie de chômeurs qui demandent un emploi mais un regroupement autonome qui interroge la propriété et l'inégalité dans notre société, et qui veut le faire savoir en posant un débat public et populaire.

C'est de cette association que part la seule expression publique organisée des chômeurs sur la ville, et depuis trois ans l'action a été multiple : collecte collective et mensuelle des cartes A.S.S.E.D.I.C. dans des stands devant les mairies, actions aux A.S.S.E.D.I.C. ou à l'A.N.P.E., création d'un R.E.S.O. (Réseau d'échanges solidaires) où des services s'échangent sans argent en prenant comme base l'heure de travail sans stress...

C'est aussi dans le cadre de ce combat que l'association a dénoncé les conditions de logement qui lui étaient faites dans le local qu'elle loue et plus généralement le scandale du logement. Avec l'extension de la précarité et du chômage, beaucoup de propriétaires arrivent aujourd'hui à louer des logements dégradés à des tarifs d'usuriers (une chambre à 1500 francs, un appartement délabré à 2000 balles...), mais comme il y a l'allocation logement, cela ne fait pas trop cher pour les personnes qui n'ont souvent pas le choix. Ainsi, l'allocation logement est une véritable subvention aux propriétaires d'autant plus qu'elle lui est versée directement !

Mais dans une ville où pourtant il y a quinze mille chômeurs pour deux cent mille habitants, ce combat ne plaît pas. La propriétaire a ainsi fait appel à la justice pour demander l'expulsion de Palipo-Pasamdroit au motif qu'il y avait sous-location d'une association à l'autre alors qu'elles sont fédérées.

Que croyez vous que fit la justice ? En bonne gardienne du droit des propriétaires, elle ordonna l'expulsion de l'association de chômeurs ! Doublement exclus mais doublement combattifs, nous décidâmes alors d'interpeller la mairie en menant une campagne, et d'occuper le local de 6 à 22 heures puisque le commandement à quitter les lieux est arrivé la semaine dernière.

La lutte s'organise pour refuser l'expulsion et faire en sorte que cette décision de « justice » ne soit pas exécutée comme tant d'autres qui sont favorables à des locataires ou à des travailleurs (cf. les réintégrations très rares après licenciement abusif). Une lutte sans les grosses structures qui sont plutôt discrètes quand il s'agit de parler à une injustice concrète dans sa propre ville, surtout face à une injustice lointaine contre laquelle il est alors facile de dire qu'on est impuissant ! Le groupe de la F.A. met toutes ses forces au contraire dans le mouvement car si on n'est pas prêt à gagner des choses localement ce n'est pas la peine de vouloir révolutionner le monde.

Nous ne céderons pas et appelons toutes les personnes volontaires à dire non à l'injustice et à cette société où ce sont toujours les mêmes qui gagnent. Déterminés, venez nous rejoindre au local de Palipo-Pasamdroit au 97, rue de la Madeleine à Angers.

Groupe Malatesta (Angers)

LYON

TEO : symbole d'une politique urbaine

TE.O EST UNE ESCROQUERIE et c'est loin d'être la seule dans ce registre. Une fois de plus, l'État et les collectivités locales tentent d'assurer à leurs amis capitalistes des profits juteux et sans risque, sur notre dos bien entendu. Loin d'être un dérapage ou une erreur de calcul commise par quelques magouilleurs professionnels, la mise en concession du périphérique nord de Lyon s'inscrit au contraire dans un vaste mouvement de privatisation des services et des équipements publics. L'objectif est toujours le même : nous faire payer, par tous les bouts, le simple droit de vivre.

A travers ce péage sur le périphérique nord de Lyon, on tente de nous faire payer une troisième fois cet équipement. T.E.O., on l'a déjà tous payé une première fois comme contribuable. Plus de trois milliards de francs ont été investis par les collectivités publiques, c'est à dire avec nos impôts directs et indirects. T.E.O., on l'a aussi payé en tant qu'exploité. En effet, les trois autres milliards de francs provenant d'investissements dits « privés », d'où proviennent-ils, sinon des profits prélevés par les capitalistes (Bouygues, Dumez, etc.) sur le travail de leurs salariés ? Bien plus largement encore, T.E.O. aurait-il pu voir le jour sans le travail de l'ensemble des classes laborieuses ? Qui a permis au fil des siècles d'accumuler des savoir-faire et des technologies ? Qui a extrait de la mine, à la sueur de son front, le fer et la pierre ? Qui a transpiré sang et sueur dans les hauts fourneaux et sur les chantiers, ici même et à l'autre bout de la planète ? C'est bien cet effort collectif qui a permis de produire tout ce qui existe, qui a permis aux capitalistes de s'enrichir et à certains d'entre eux de pouvoir investir aujourd'hui dans T.E.O. T.E.O., enfin, on tente de nous le faire payer aujourd'hui comme usager en nous imposant un péage. C'en est assez de cette escroquerie généralisée, de cette exploitation forcée. T.E.O. doit être libre et gratuit ! Exiger la libre circulation sur T.E.O., c'est réclamer ce qui est à nous.

Se déplacer est un droit inaliénable, comme manger, se loger, se soigner. Toutefois, il faut en être conscient, cela ne va pas sans poser quelques problèmes. En effet, les déplacements se font de plus en plus en voiture. La fréquentation des transports en commun à même tendance à baisser ces dernières années. A ces premiers constats, rajoutons encore que la plupart des trajets ont lieu les mêmes jours aux mêmes heures. Au total, l'addition peut donc s'avérer élevée : saturation des routes et bouchons, pollution et dégradation de l'environnement. Les anarchistes, comme tout le monde ou presque, ne peuvent qu'être d'accord avec ces premiers constats. D'accord pour dire que se déplacer est non seulement un droit mais aussi une nécessité. D'accord pour dire que l'utilisation massive de la voiture a un coût économique, physique, social et environnemental exorbitant. D'accord, enfin, pour dire qu'on doit stopper cette croissance constante des déplacements en bagnole. Un consensus existe sur ces constats, toutefois les choses se gâtent

quand on aborde le chapitre des solutions à mettre en œuvre.

Péages : les écologistes sont pour !

En effet, les chantres de l'écologie voudraient ni plus ni moins contraindre les automobilistes à abandonner leur voiture au profit des transports en commun ou encore du vélo. A cette fin, ils préconisent d'imposer aux automobilistes l'achat d'une vignette spécifique (encore une !) pour pénétrer simplement dans l'agglomération ou dans le centre. C'est ce qu'ils appellent poétiquement le péage global. Confrontés à T.E.O., certains (les Verts, l'A.R.E.V et la C.E.S.) ont dû évidemment faire un véritable contorsionnisme rhétorique pour légitimer tout à la fois qu'ils étaient contre le péage de T.E.O. car c'était un péage sectoriel, mais pour un péage global. Devrait-on alors considérer que ce qui les gêne dans T.E.O., c'est qu'il n'y en ait qu'un ?

D'autres en revanche (le M.E.I. de Waechter, la revue *Silence* et quelques associations anti-bagnoles) sont restés

pour vérifier que toutes les voitures qui rentrent en ville aient bien leur petite vignette, sinon mettre un flic à chaque coin de rue ou alors rétablir les remparts et les barrières d'octroi ? Cette société policière dont rêvent ces écologistes, clairement nous n'en voulons pas. Ils pourraient toujours nous seriner, comme les bourgeois hygiénistes d'hier, que c'est pour notre bien, nous combattons ces idées et leur mise en application jusqu'au bout. L'histoire a déjà montré (et là les anarchistes sont bien placés pour s'en souvenir) ce que ça donne quand certains commencent à vouloir décider de ce qui est bien et de ce qui est mal pour le peuple, d'autant plus lorsqu'ils s'affublent des oripeaux de la science.

Les préoccupations des classes moyennes

De la même manière, la focalisation de cette approche sur les seuls automobilistes, boucs émissaires un peu faciles, est tout autant inacceptable. Ceci aboutit inéluctablement à mettre dans le même sac le prolo qui va bosser dans

de circuler en ville sans bouchon et sans problème de stationnement.

Répressive, simpliste et inégalitaire, cette approche viscéralement anti-bagnole n'est évidemment pas née n'importe où et par hasard. Elle reflète les aspirations profondes de classes sociales qui aspirent à une amélioration de leur qualité de vie et qui ont bien entendu la possibilité de supporter ce qu'elles préconisent. Ce type d'approche émane avant tout, comme on peut le constater en fréquentant quelque peu les assemblées écologistes, des classes moyennes. Ces classes, qui n'ont pas de problèmes de survie économique, peuvent en effet se payer le luxe de chercher à améliorer leur qualité de vie, cela bien entendu et comme toujours au nom de l'intérêt général.

Ne subsistant pas au premier chef la crise économique et les rapports de classes, il n'est pas étonnant que ces classes-là donnent naissance à une analyse parfaitement asociale et fondamentalement culturaliste. Leur analyse se base en fait sur la croyance selon laquelle la croissance des déplacements automobiles est uniquement ou principalement due au comportement irresponsable des automobilistes. Tout se résumerait, plus ou moins, à une histoire de comportement culturel. Ces dernières années, on aurait ainsi connu le triomphe d'une culture de l'automobile. Progressivement, les « gens » seraient devenus incapables de se déplacer sans leur petite voiture.

Pour donner un caractère irréfutable à leurs affirmations, ils utilisent à l'envie des enquêtes scientifiques (ça fait tellement sérieux). Ainsi nous citent-ils comme une tarte à la crème que sur un trajet donné (par exemple entre les lieux X et Y), soixante pour cent des gens utilisent leur voiture alors que cela leur coûterait moins cher et leur prendrait moins de temps de prendre le métro. Argument massue pour démontrer, science à l'appui, que les automobilistes sont irresponsables et qu'il faut donc les contraindre à abandonner leur voiture. Bien entendu cependant, c'est pour leur bien et celui de tous. Cette blague-là, on nous l'a faite un peu trop souvent pour qu'on tombe encore une fois dans le panneau.

Voiture et mutations de l'espace urbain

En réalité, les enquêtes, qu'ils citent si volontiers, sont comme toute enquête obligées de simplifier quelque peu la réalité pour être utilisables. Dans le cas présent, elles ne prennent en compte que les déplacements qui ont pour origine ou destination le domicile (domicile-travail, école-domicile, etc). Les autres trajets sont regroupés dans un gros paquet de déplacements secondaires (travail-école, école-courses, etc), voire pas relevés. Ces enquêtes considèrent en fait les déplacements de façon binaire, ce qu'ils sont très rarement dans la réalité.

Ultra-majoritairement, les déplacements automobiles sont des chaînes de déplacements reliant sur une journée des lieux éclatés sur toute la ville.

Quand on prend la bagnole le matin, on ne fait pas que le trajet domicile-travail, mais le plus souvent domicile-école-travail-courses-école-domicile. Résultat, quand on dit que soixante pour cent des déplacements entre deux lieux X et Y ont lieu en voiture, c'est exact. Mais on oublie de dire que la très grande majorité ne se borne pas à cela et qu'ils font en réalité X (domicile)-Y (lycée du grand)-Z (travail)-A (école du moyen)-B (crèche du petit) et enfin X (domicile), il est dix-neuf heures, on mange et au lit...

L'utilisation de la voiture n'est donc généralement pas irrationnelle. C'est au contraire un choix parfaitement raisonné, qui permet une souplesse de liaison et ce dans un temps bien souvent nettement meilleur qu'en transport en commun. Avec la voiture, pas de marche (jusqu'à l'arrêt de bus) et pas d'attentes qui se multiplient au fil des correspondances. Évidemment, les transports collectifs sont moins chers mais ça les automobilistes sont bien placés pour le savoir : leur voiture leur coûte en moyenne quinze de leur budget (autant que le loyer). Toutefois, les journées n'ont que vingt quatre heures et il faut dans ce laps de temps courir d'un bout à l'autre de l'agglomération pour travailler, emmener et ramener les enfants de l'école ou encore faire les courses.

Les vrais facteurs responsables de la croissance des déplacements automobiles sont en fait la segmentation croissante de l'espace urbain (des secteurs seulement dorciés, d'autres uniquement industriels ou commerciaux, etc.) et l'étalement croissant des villes (construction de maisons individuelles de plus en plus mais toujours favorisées par l'État, départ des industries vers des périphéries de plus en plus lointaines, etc.). Vivre au quotidien dans une ville fondamentalement fragmentée signifie devoir se déplacer pour relater chaque jours des lieux dispersés. La modification fondamentale que nous avons connue ces dernières années, ce n'est pas le triomphe de la culture automobile, n'en déplaise aux écologistes. C'est l'avènement d'une ville dont le fonctionnement se fonde sur la mobilité spatiale et non plus sur la proximité spatiale comme autrefois (l'usine avec sa cité à côté pour caricaturer). Rajoutons à cela les rythmes de vie, les horaires d'école, d'usine, de bureau, etc., systématiquement calqués les uns sur les autres et qui jettent dans les rues tout le monde aux mêmes heures et nous comprendrons les raisons des bouchons quotidiens.

Trois facteurs donc, segmentation, étalement et rythmes. Y en a-t-il un seul dont le prolétariat, ou dont l'automobiliste de base est responsable ? Les vrais responsables, c'est l'État qui favorise l'étalement urbain, ce sont les collectivités locales qui favorisent la fragmentation imbécile de la ville, ce sont les capitalistes qui profitent de tout cela pour se localiser dans les communes les plus offertes sans jamais tenir compte d'où habitent leurs salariés. Ce sont donc à eux de payer la note, de payer T.E.O., les transports en commun et les infrastructures routières.

Paul, groupe Kronstadt (Lyon)

NB : un premier texte d'analyse sur T.E.O. et les causes des déplacements automobiles a été réalisé par l'UL de Lyon de la Fédération anarchiste. Écrire à la Plume noire avec un chèque de 10 F pour l'obtenir.



d'une logique impeccable en soutenant publiquement le péage sur T.E.O. Dans leur optique, c'est un premier pas vers l'instauration d'un péage global. Entre les deux, entre les apprentis politiques qui disent le tout et son contraire et les intégristes de la nature, on en trouve aussi certains (les syndicalistes révolutionnaires lyonnais notamment) le cul entre deux chaises, qui refusent tout à la fois de soutenir ouvertement le péage (car ce serait vraiment trop impopulaire) mais aussi de le combattre (car cela signifierait selon eux le triomphe du tout-bagnole).

Par delà les nuances apportées à cette idée de péage, il n'en demeure pas moins que cette approche reste fondamentalement répressive, ce qui évidemment hérisse le poil d'un anarchiste. Outre l'aspect fiscal qui est déjà une coercition en soit, cette idée constitue aussi une progression vers le flicage total de la société. En effet, comment faire

son break familial (certes sans aucun doute diesel) et le bourgeois qui prend chaque jour sa voiture d'entreprise avec chauffeur. Cette approche simpliste nie les différences sociales et de classes, de motivations et d'obligations existant entre les automobilistes. Comment peut-on mettre sur le même pied celui ou celle qui emmène un blessé à l'hôpital, celui ou celle qui est obligé d'aller travailler pour nourrir sa famille avec celui ou celle qui va spéculer à la bourse entre deux séances de shopping dans les magasins de luxe ? Est-il normal aussi que tout le monde paye la même chose du fait qu'il utilise sa voiture, sans que jamais on ne tienne compte de ses revenus ? On sait très bien qu'en pareil cas ce serait encore une fois les plus pauvres qui mourraient le plus. Ce serait eux et seulement eux qui arrêteraient d'utiliser leur voiture. La vignette sur les automobilistes est bel et bien une mesure qui favorisera les nantis, qui leur permettra

L'opacité du drame algérien

Nous avons rencontré un journaliste d'un grand quotidien algérien et nous lui avons demandé d'écrire pour nous un article. Il n'a accepté que sous la condition qu'il le signe d'un pseudonyme pour des raisons impératives de sécurité. Tout journaliste, nous a-t-il dit, qui pose des questions sur l'identité des auteurs des massacres de la banlieue d'Alger risque sa vie.

POUR NOUS JOURNALISTES, au début du conflit, il était clair que les islamistes étaient les auteurs d'assassinats abominables, touchant des personnes innocentes, des jeunes écolières en hijab, etc. Le petit peuple, lui, disait tout haut que c'était la Sécurité militaire qui était derrière tous les attentats attribués aux islamistes. Pour nous, le petit peuple aimait les rumeurs, doutant de toute version officielle. Mais avec le temps, au fur et à mesure des attentats, le doute s'installait durablement et gagnait de plus en plus de personnes. Les versions officielles des attentats étaient de moins en moins vraisemblables : les instructions n'étaient jamais ouvertes. La suite des événements confirmait de jour en jour la rumeur du petit peuple selon laquelle l'armée a organisé des contre-maquis et a mis sur pied le G.I.A., l'objectif étant de discréditer les islamistes en envoyant des fax revendiquant le meurtre de journalistes, d'intellectuels, d'étrangers, etc. L'opération consistait à les présenter comme des fanatiques assoiffés de sang et comme des extrémistes criminels, violeurs sans foi ni loi. Cette propagande a été efficace en France en rencontrant le fantasme de l'Arabe égorgé. La majorité des journalistes algériens savaient que le G.I.A. était une émanation des Services de sécurité dépendant du Ministère de la Défense mais ils ne pouvaient pas l'écrire. Voilà pourquoi les journalistes se sont ralliés à la rumeur populaire :

Les victimes du G.I.A. appartenaient toutes au petit peuple, y compris les intellectuels. Ces derniers, habitant des quartiers populaires et vivant de leur salaire, n'ont pas un niveau de vie supérieur à celui du fonctionnaire moyen. D'autre part, certaines des victimes étaient pratiquantes. M'Hamed Boukhobza, sociologue, faisait la prière dans la mosquée de son quartier. À l'inverse, le G.I.A. n'a assassiné aucun dignitaire du régime. On dira que les dignitaires sont surveillés et ont des gardes du corps. Mais le G.I.A. a montré qu'il était puissant en organisant des attentats spectaculaires. K. Nezzar, le général aujourd'hui à la retraite qui annula les élections, est protégé par trois gardes du corps; Belaid Abdessalam, Rédha Malek, Messadia... sont protégés par des membres de leur famille. Pourquoi le G.I.A. ne les a jamais visés ?

Le G.I.A. dispose d'une logistique et de moyens de communications très sophistiqués pour un pays quadrillé par l'armée. A Alger, les fonctionnaires des administrations remarquent qu'il est plus facile au G.I.A. d'envoyer des fax à Paris et à Londres que n'importe quelle banque dont les fax sont souvent en panne ! Les fax, les téléphones mo-

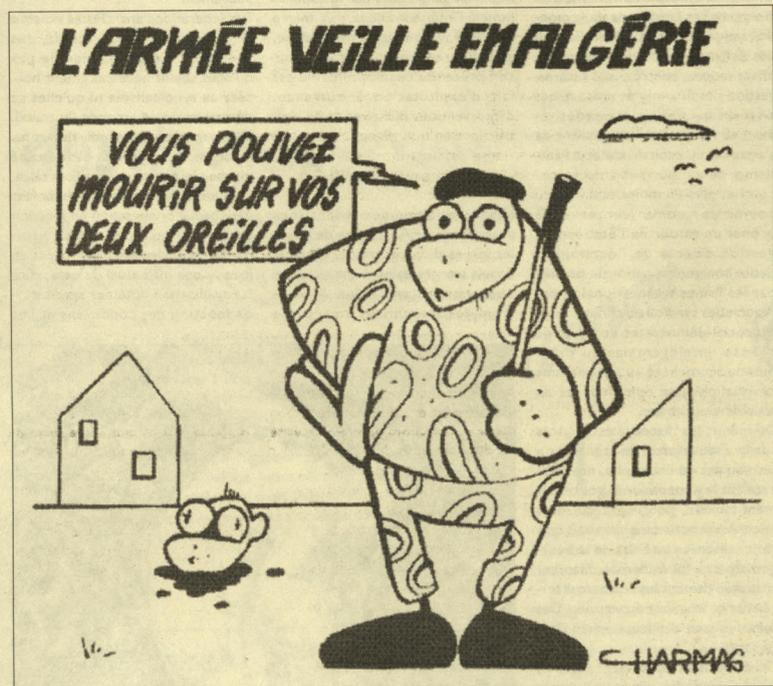
biles et autres communications par satellite dont dispose le G.I.A. indiquent à l'évidence que c'est le Ministère de la Défense qui l'en a pourvu. Le téléphone portable est interdit à tout citoyen ordinaire et pour qu'il fonctionne, il faudrait qu'il soit relié au central P.T.T. de la loca-

mistes de l'A.I.S. - branche armée du F.I.S. - ne tuent pas. Ces derniers ont été chassés de l'Algérie par le G.I.A. et se sont répandus à l'Est et à l'Ouest où ils attaquent les convois militaires, les casernes de gendarmerie, brûlent les bâtiments officiels, etc. Dans toute l'Algérie, ils ont imposé l'insécurité au point où les forces de l'ordre se barricadent et disparaissent dès la tombée de la nuit. L'armée n'a pas été battue militairement mais les unités n'en peuvent plus. Le personnel de l'armée est menacé : les familles des soldats sont en danger permanent. Un

grand nombre d'officiers sont tombés au cours d'opérations militaires ou dans des attentats. Pour alléger le poids de la guerre qui repose sur le personnel de l'armée, celle-ci a consenti à distribuer des armes à des milices. Mais distribuer des armes à cette échelle dans un pays où les islamistes sont populaires revient à en donner une partie aux maquisards de l'A.I.S. De nombreuses unités de l'A.I.S. ont attaqué des casernes avec des kalachnikovs distribués aux miliciens. Certains généraux commencent à regretter la décision de création des milices.

C'est ce qui a poussé l'État-major à signer le cessez-le-feu avec l'A.I.S. Où en est la situation aujourd'hui et que signifient les massacres en masse et l'égolement d'enfants ? Le G.I.A. compterait plusieurs centaines d'hommes bien entraînés et bien équipés et à qui le Sécurité militaire aurait demandé de faire le « sale boulot ». Au moment de l'annonce des tractations entre l'État-major et l'A.I.S. qui ont débouché sur le cessez-le-feu, le G.I.A. s'est senti sacrifié et s'est rebellé contre son officier général. Pour casser les accords, le G.I.A. a redoublé de violence, poussant les villageois vers Alger pour provoquer une insurrection contre les islamistes. Les égorgements d'enfants et les massacres de villageois auraient continué sans les déclarations du secrétaire général de l'O.N.U. et surtout les articles des quotidiens *Le Monde* et *Libération* qui ont alerté l'opinion mondiale sur les carnages et les crimes contre l'humanité qui se déroulaient avec la complaisance active de l'armée. Craignant par dessus tout une commission d'enquête internationale, celle-ci a alors engagé l'épreuve de force avec le G.I.A. qui a été réduit en faisant intervenir des chars et des hélicoptères. L'armée, par sa réaction, a cherché à rendre caduque la demande d'une commission d'enquête sur les assassinats de civils. Toute personne en Algérie qui évoque une telle commission est menacée de mort par téléphone par des personnes anonymes. Pourtant une opinion majoritaire à Alger pense que quelle que soit l'évolution future du pays, une commission d'enquête internationale doit se rendre à Alger pour identifier les criminels qui ont égorgé des dizaines d'enfants.

Labri Ait-Hanloua, journaliste à Alger.



Terreur et manipulation

DÉPUIS MAINTENANT DEUX MOIS, le peuple algérien subit une nouvelle escalade dans la terreur. La multiplication des massacres de civils suscite l'horreur et l'indignation mais aussi un sentiment de malaise. Une telle violence aveugle paraît irrationnelle.

Selon la thèse officielle, celle du pouvoir algérien, ces massacres constitueraient l'ultime sursaut d'islamistes armés acculés à la défaite. Désespérés, ceux-ci se vengeraient sur la population de manière impitoyable. Cette thèse à la mesure de la simplicité mais ne paraît pas à même de rendre compte sérieusement d'une réalité qui paraît beaucoup moins limpide.

Pour illustrer ce scepticisme, prenons l'exemple du carnage le plus meurtrier depuis cinq ans. La plupart des massacres ont lieu dans le réduit territorial Alger-Médéa-Blida, baptisé « triangle de la mort », où la présence des forces de sécurité est particulièrement massive. Situé dans cette zone, le village de Rais a été le théâtre, le 29 août, d'une attaque d'un commando présumé islamiste causant la mort de deux cents à trois cents civils. Dans le vacarme des rafales de kalachnikovs et des hurlements, les assaillants ont pris tout leur temps. Pendant ces quatre heures d'horreur, les « forces de sécurité » ne se sont pas montrées ; une caserne militaire est pourtant située à cinq cents mètres. En toute impunité, les auteurs du massacre ont pu se replier.

Les informations, sous influence jusqu'à la caricature, permettent difficilement d'y voir clair. Depuis juin 1994, une pré-censure très stricte est appliquée en Algérie. Toute infor-

mation à caractère sécuritaire doit recevoir, avant toute diffusion, l'aval d'une « cellule de communication » siégeant au palais du gouvernement. L'arrêté gouvernemental qui l'a instauré « recommande » à la presse de fournir une information « saine et crédible ». A cette fin, le journaliste doit « banaliser et minimiser l'impact de tout acte terroriste ». En revanche, il doit s'efforcer de « mettre en évidence le caractère inhumain » du forfait en privilégiant « l'égolement », « l'attaque d'ambulance », « la mort et l'infirmité d'enfants ».

A la lumière de cette stratégie de communication, les déclarations de Zéroual sur « le terrorisme résiduel » retrouvent, de son point de vue, une certaine logique. La violence est résiduelle car elle ne remet pas en cause le pouvoir d'État. De plus, elle sévit dans une zone territoriale limitée. Enfin, elle épargne tous les dignitaires du régime. D'autre part, le pouvoir algérien cherche à démontrer la barbarie de ses opposants islamistes afin de leur nier toute légitimité. Ceux-ci ne doivent pas être perçus comme des combattants menant une lutte armée mais comme des terroristes. De ce point de vue, la nébuleuse G.I.A. est mise en avant depuis des années au détriment de l'A.I.S., branche armée du F.I.S. Du point de vue du pouvoir, si le G.I.A. n'existait pas, il aurait en quelque sorte fallu l'inventer.

En tous cas, des secteurs du G.I.A. sont certainement manipulés par plusieurs branches des services de sécurité. Malgré l'extrême opacité du pouvoir algérien, il semble que différents clans militaires se livrent, par tous les moyens, une lutte interne aux enjeux complexes.

Patrick, groupe Durruti (Lyon)

VI^e congrès de l'I.F.A. Lyon, 31 octobre, 1^{er} et 2 novembre

L'Internationale sera le genre humain

TOUS LES POUVOIRS ONT rêvé un jour de dominer le monde. Mais là où les religions monothéistes (judaïsme, christianisme, islam, bouddhisme...) et les anciens empires (grec, perse, romain, arabe, mongol, ibérique, français, britannique...) ont finalement échoué, seul le capitalisme a réussi. Les causes de son succès résident dans ses contradictions motrices : discours sur la liberté individuelle mais esclavage du salariat, culte de l'efficacité technique mais tolérance de l'irrationnel, appel à la démocratie mais refus de l'autogestion, conception globaliste mais découpage en États-nations. Le capitalisme domine car, au-delà des vertus idéalistes, c'est la primauté donnée à la matière, c'est-à-dire, pour lui, à la marchandise, qui lui permet d'organiser les rapports sociaux et c'est l'illusion donnée au suffrage, c'est-à-dire à l'atomisation des décisions citoyennes et politiques, qui lui permet de légitimer le monopole de la violence légitime : l'État.

De tout temps, les exploités et les opprimés ont tenté d'y opposer une alternative. La classe ouvrière des premiers pays industrialisés, et les quelques intellectuels déclassés qui s'étaient ralliés à elle, sont allés plus loin que le projet capitaliste en créant la Première internationale au milieu du XIX^e siècle. Ils étaient bien conscients que seule une union de ce type permettrait de le combattre, en supprimant la concurrence salariale et chauviniste d'un pays à l'autre. La fraction marxiste en son sein a fait le choix de l'étatisme tout puissant, ce qui a conduit aux catastrophes ensanglantant le XX^e siècle. La III^e internationale bolchevique s'est réduite à une défense pure et simple du pré-carré soviétique en éliminant impitoyablement toute autre position.

Néo-libéralisme : une adaptation de l'État

Nous sommes placés dans une nouvelle situation. Le marxisme-léninisme n'est plus, à part quelques

résidus, l'idéologie porteuse d'émancipation. Les pays qui s'en revendiquent – et à part la Corée du Nord, Cuba, le Vietnam et sans oublier la Chine, malgré tout – ne constituent plus les paradis convoités du « socialisme réel » ni les vecteurs de la révolution mondiale. Le capitalisme triomphe mais il a toujours besoin de régulations. Il confie ce rôle à l'État.

Le néo-libéralisme est, quoi qu'on en dise, une adaptation de cet État aux nouvelles conditions de la mondialisation du capital (libéralisation des échanges, dérèglementations, privatisations, contrôle des salaires, gestion des flux migratoires...). Les discours qui s'attaquent exclusivement au néo-libéralisme oublient de s'attaquer au capitalisme et à l'étatisme, ce qui permet à certaines couches plus ou moins écartées du pouvoir de réclamer leur part et de prôner un retour de l'État dans la gestion directe de l'économie : petite bourgeoisie nationale laminée par les firmes transnationales, bureaucraties syndicales, communistes ou social-démocrates en perte de vitesse, intelligentsias du tiers-monde accrochées au nationalisme révolutionnaire comme issue au sous-développement.

De même, les discours écologistes sur la « sauvegarde de la planète » (et non pas de l'humanité, nuance !) prônent logiquement un gouvernement mondial, globalitaire, qui, dans le contexte actuel, ne servirait qu'à rationaliser les intérêts de la bourgeoisie et à lui éviter de dilapider trop stupidement les ressources terrestres qu'elle s'est appropriée. Des mesures sont d'ailleurs prises dans ce sens.

Les anarchistes ne tombent pas dans le panneau de la critique unilatérale du néo-libéralisme et du destructionnisme environnemental. Ils continuent de s'attaquer aux véritables causes de la gabegie actuelle : l'appropriation privée des moyens de production et d'échange, la loi du marché, l'oppression de l'État, des religions et du machisme, la division en nations ou en races. Ils doivent se doter d'une véritable internatio-

nale qui leur permette de porter le combat à l'échelle mondiale où le capitalisme l'a placé, mais avec leurs propres armes : le fédéralisme, l'entraide, le refus des frontières.

L'heure est grave car la bourgeoisie a plus d'une longueur d'avance avec ses organismes internationaux, de l'O.N.U. à l'O.M.C. en passant par le F.M.I. et avec la complicité des bureaucraties syndicales qui sont unifiées internationalement en surface mais gangrenées par le nationalisme à l'intérieur. Elle se paie même le luxe d'avoir un idéal mondialiste, globalitaire faut-il plutôt dire, car son prétendu cosmopolitisme est fait d'exploitation à outrance, d'interventions militaires et de destructions en tout genre.

Ce que peut faire l'I.F.A.

L'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.) a tenté de poser les jalons d'une autre perspective depuis une trentaine d'années. Avec courage, mais avec peine. Aujourd'hui, les anarchistes ne peuvent

plus se payer le luxe de tergiverser. La situation est à la fois plus favorable – recul du marxisme-léninisme – mais aussi plus défavorable : tendance à l'apathie, montée des nationalismes, retour du fascisme, difficultés économiques pour la classe ouvrière non seulement au Sud mais aussi au Nord, à l'Ouest comme à l'Est. Ils doivent se doter d'un outil plus combatif, être présents sur tous les continents, s'organiser plus solidement.

Les fédérations anarchistes ne sont pas, par nature et par choix, des syndicats. Ce qui ne signifie pas qu'elles soient nécessairement hostiles au syndicalisme ni qu'elles se désintéressent du monde du travail. Elles regroupent les individus et les associations conscients de la finalité ultime : le communisme libertaire. Elles ne préjugent pas des choix faits par chaque organisation en fonction de la situation locale. Elles constituent non seulement des groupes de propagande mais aussi de lutte : dans les syndicats, à côté des syndicats – en fonction des conditions et des

l'information et de surmonter les barrières linguistiques, à condition que tout le monde soit connecté avec égalité.

L'I.F.A. ne peut être et ne doit pas être une fédération de lutte :

- l'histoire même des précédentes internationales nous montre la difficulté de cette tâche ;

- aucune organisation, fût-elle internationale et anarchiste, ne doit se substituer aux luttes elles-mêmes ;

- par contre, elle doit aider les luttes anticapitalistes et anti-étatiques, soit directement en aidant les fédérations anarchistes locales, soit en tissant des liens qui permettent de populariser ces luttes à l'échelle mondiale (information, tournées de conférences, appels à la solidarité...).

L'I.F.A. peut être et doit être une organisation d'échanges, de débats et de solidarité :

- sur l'analyse de la situation mondiale et locale ;
- sur les pratiques de chacune des fédérations, les erreurs faites et à ne pas refaire, les succès engrangés et à développer ;
- sur les pratiques du mouvement social ;
- sur l'implantation durable et profonde de l'anarchisme organisé dans la classe ouvrière – les travailleurs au sens large : ouvriers, paysans, fonctionnaires, chômeurs, précaires ;
- l'I.F.A. doit aider le mouvement anarchiste à déjouer les pièges qui le guettent :

- ni culte spontanéiste ni dérive avant-gardiste ;
- ni ouvriérisme étroit ni « life-style » (mode vie) sectaire et, finalement, petit bourgeois ;
- ni antisépécisme ni primitivisme écologiste ;
- ni alignement sur tel ou tel syndicat ni abandon du monde ouvrier ;
- ni localisme ni alibi Internet ;
- ni fonctionnement individualiste ni dérive collectiviste.

Pour cela, il n'est pas nécessaire que toutes les fédérations membres de l'I.F.A. soient calquées sur le même moule. Nous savons qu'il existe des histoires et des situations différentes, nous savons aussi le prix de la liberté de chacun. Il importe de se regrouper sur l'essentiel : la lutte des classes, le fédéralisme libertaire, le communisme libertaire.

La tâche peut paraître lourde, elle l'est effectivement. L'ampleur de l'enjeu peut faire peur, et, déjà, certains groupes ou certains individus se replient égoïstement sur leurs propres problèmes. La question internationale ne doit pas être la dernière roue du chariot anarchiste ni le dernier point d'un ordre du jour à bâcler en quatrième vitesse. Elle doit pratiquement être au centre de nos préoccupations : à chaque délocalisation d'entreprise, à chaque convoi d'armes, doit répondre une action anarchiste internationale, même modeste, mais pavant la voie à ce qui brisera nos chaînes.

Philippe P., groupe Nestor Makhno (région stéphanoise)



Souscription internationale pour le congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.)

PARCE QUE LES FRONTIÈRES NATIONALES imposées par la bourgeoisie divisent artificiellement la classe des exploités en tribus patriotes, parce que notre planète ne doit pas être saucissonnée en divisions arbitraires et antagonistes, parce que chacun doit pouvoir voyager et vivre sur un lieu autre que celui qui lui a été imposé par sa naissance, le mouvement anarchiste rejette les frontières.

L'I.F.A. va tenir son sixième congrès en novembre. C'est une échéance importante pour le mouvement anarchiste.

Nous voulons ouvrir ce congrès à d'autres organisations anarchistes internationales provenant des différents continents et non adhérentes à l'I.F.A.

Nous lançons un appel à tous les militants et sympathisants libertaires pour nous permettre ce congrès ouvert. Une souscription est ouverte. Toute aide financière peut être versée sur le compte ccp n° 16 176 00 S Paris, à l'ordre

de M. Boury et adressée à la librairie du *Monde libertaire*, 145 rue Amelot 75011 Paris (préciser impérativement, au dos du chèque, « Congrès IFA »).

Par ailleurs, des bons de soutien, à l'organisation de ce congrès de l'I.F.A., d'un montant de 100 F, seront disponibles, prochainement, à la librairie du *Monde libertaire*.

Le secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste

Total précédent: 16 720 F

Yves Calonne, Jean-Luc Blanchard, Groupe Louise Michel, Bernard Bulliard : 100 F ; Septier, Jean-Michel Dauphin : 200 F ; Serge Aumenier : 500 F

Sous-total: 1300 F
Nouveau total: 18 020 F

circonstances – dans l'entreprise mais aussi dans la commune et dans les associations. L'idéal et la pratique fédéraliste portés par les fédérations anarchistes leur permettront, le cas échéant, de construire la commune insurrectionnelle qui doit absolument accompagner toute grève générale expropriatrice sous peine de voir échouer celle-ci.

Là où les syndicats sont trop affaiblis ou trop bureaucratisés, là où le syndicalisme fut laminé par la répression, les anarchistes doivent se regrouper dans leur fédération spécifique pour ne pas perdre de vue leurs objectifs et leurs références. L'une des principales tâches de l'I.F.A. doit être de les aider dans les pays où ils sont affaiblis.

Des moyens nouveaux s'offrent à elle : Internet, fax, etc. Ils doivent permettre de mieux faire circuler

à la petite semaine
Les inutiles

Depuis que par la magie du vocabulaire libéral tout individu doté d'un emploi stable s'est transformé en « privilégié », le fonctionnaire, déjà symbole en temps ordinaire du planqué parasite et profiteuse de vie des largesses de l'administration, ne pouvait que devenir, en ces temps d'ardente nécessité de boucs émissaires, la cible rêvée des docteurs Knock du social, penchés sur les jambes de bois pour y appliquer leurs cataplasmes.

Une fois de plus, donc, un fin limier vient de découvrir un trop-plein de quelque cinq cent mille de ces petits mammoth bien nourris, dont on sent bien, à travers son rapport, que l'éviction d'un grand nombre d'entre eux redonnerait du tonus à une économie essoufflée et une santé prospère à une nation patraque.

Un réflexe bêtement solidaire inspiré par une vision étriquée de la lutte des classes amènera bien sûr les ennemis de l'intérieur à manifester à nouveau leur colère devant cette provocation. Les adversaires résolus de l'État, eux, trop heureux de participer à son affaiblissement, compléteront au contraire cette chasse aux inutiles en signalant aux chasseurs de têtes gaspilleuses qu'après enquête serrée, menée par notre département « économie et statistique », on dénombre très exactement, en emplois superflus, 577 députés, 321 sénateurs, 87 parlementaires européens, près de 200 collaborateurs à la Cour des comptes, quelques 500 préfets et sous-préfets, 1732 conseillers généraux, 231 membres du conseil économique et social, 9 au Conseil constitutionnel, 209 conseillers d'État, auxquels s'ajoute une foule de diplomates, tous parasites de haute volée entretenus à grands frais et en pure perte, au détriment des plus démunis.

On pardonnera le côté délation de notre propos, car il est des moments, dans un pays en crise prolongée, où la morale doit savoir s'effacer devant l'intérêt général.

Floréal



Depuis plusieurs décennies, le Monde Libertaire s'efforce, chaque semaine, de commenter l'actualité... sans dieu ni maître.

S'il fallait un jour faire le choix de l'essentiel parmi cet essentiel, c'est sans nul doute ces petits billets de dix, vingt ou trente lignes de Floréal Melgar qui créveraient l'écran.

En dix, vingt ou trente lignes, justement, Floréal réussit, chaque semaine, le tour de force de ne tutoyer que l'essentiel des choses et de la vie.

Politique internationale maquillée de cynisme et de dérisoire, politiciens hexagonaux, boursoufflures médiatic-toc, braiments fascisants, aboiements militaires et policiers, couinements religieux, faits divers sordides ou tout simplement ordinaires... rien n'échappe à son ironie désenchantée. Et c'est avec des mots ciselés de causticité, des phrases sculptées de révolte et un cœur gros comme ça qu'il met à chaque fois dans le mille.

Vouslez vous avoir un aperçu de l'essentiel de ces dernières années comme de l'essentiel du Monde Libertaire de ces dernières années? Alors, n'hésitez pas!

C'est tranchant comme un scalpel, tonitruant comme l'insurrection, décapant comme une bombe atomique dans une cuvette de chiotte, et beau comme l'aube libertaire qui est en train de naître sur le fumier du Vieux Monde!

Collection La Brochure anarchiste. 20 FF - 100 FB. En vente à la librairie du Monde libertaire.

CINÉMA

Le destin. Youssef Chahine

CHAHINE EST LE CINÉASTE ARABE vivant le plus important. Il sait tout faire. Des péplums avec des bouts de ficelle, des comédies musicales sans orchestre, des épopées anciennes au casting surprenant. Ainsi, Michel Piccoli campe Abraham, le patriarche, dans *L'Émigré*, son film précédent, interdit durant plusieurs mois en Égypte, conspué et mis en pièce par les docteurs en islam du Caire. Dans ce contexte, le prix du cinquantième festival de Cannes, attribué au *Destin*, prend tout son sens. On ne peut interdire de la même manière une œuvre primée et acclamée à Cannes qui a déjà été vendue dans le monde entier.

Le *Destin* conte des épisodes de la vie du philosophe Averroès, Ibn Roshd pour les Arabes, pendant l'apogée de l'empire arabo-andalou. Juge à Cordoue, Averroès est tombé en disgrâce. Il est condamné à l'exil et ses livres sont brûlés. Chahine ne raconte pas seulement une péripétie de la vie de cet homme, penseur averti, ami des pauvres. Sa pensée établit, et c'est une pre-

mière en Occident, qu'il y a plusieurs chemins pour arriver à la raison, à la pensée et pourquoi pas, à la révélation. Hérésie absolue pour un pouvoir central qui n'en a rien à faire de ce défenseur de la liberté de penser. Car le film travaille - évidemment avec les moyens du cinéma - pour la tolérance, la différence, l'acceptation de l'autre. Il le fait dans la joie, l'exubérance, autour d'une bonne table, avec de la bonne musique. Ainsi va-t-on assister à la rééducation d'un jeune homme par la musique, la danse et l'amour, alors qu'une secte l'avait attiré dans ses rangs, l'avait endoctriné et fanatisé. Si le film semble naïf dans ses moyens, simple dans sa démonstration, il dégage un tel élan...

On sent Chahine indomptable, irrécupérable et tout à fait convaincant dans l'affirmation d'une idée aussi simple que percutante: les idées sont libres, on ne peut les enfermer.

Heike Hurst, émission *Fondu au Noir* (Radio libertaire)

LECTURE

@lias

ADRÉNALINE, STUPRE et cyberfun au petit-déj, voici ce qui attend qui décidera de lire les aventures d'@lias au lever du jour.

Les auteurs de polars nous avaient au fil des ans habitués à une morne description du quotidien des campagnes, des villes ou de leurs banlieues où les victimes comme les coupables étaient en droit de se revendiquer du destin (ou de sa sœur amorphe et légitimante, la détermination de classe, à la sauce Bourdieu ou à la mode « Beurre-Ceuf-Fromages »), les définissant si scrupuleusement dans leur banalité que nous avions oublié que l'exercice pouvait être de la partie. Et pourtant...

Pourtant il s'est trouvé une équipe d'écrivains pour nous faire retomber sur une terre où les méchants le sont vraiment et les bons pas tant que cela...

d'ailleurs quels bons? Même les comparaisons du Doberman (1) s'en trouvent affadées.

Rien ne nous est épargné. Terrorisme, violence, grossièreté, sadisme à faire passer la dame de Misirival (2) pour une privilégiée de la littérature, sexisme primaire, bilatéral et jubilatoire.

C'en est si démesuré que l'on n'ose pas croire ce que l'on lit. Ce qui en temps normal nous rendrait malade y est si démesuré qu'on trouve presque sympathique les dépravés de service.

Bien sûr, tout ça regorge de clins d'yeux aux « grands ancêtres » (Bravo, Serge, pour ta soupe au poule) et d'allusions aux affreux du réel... mais, bon! ça laisse rêveur et c'est une autre histoire.

En deux mots et le souffle coupé, il s'agit d'un cybercriminel, frappingue, hypocondriaque et aux personnalités multiples, qui a décidé que le monde était si pourri que la seule solution était de le foutre définitivement en l'air à

grand renfort de drogues, d'arnaques et d'ogives nucléaires.

En face de ce sympathique personnage, une foule de tristes machins que nous n'oserons pas qualifier d'humains se démène dans une chasse à l'homme pitoyable et post-coïtale...

Quoi qu'une certaine vieille ne s'y décide pas à déposer les armes. Nous bénéficions même d'un irrésistible et scatologique entartage d'intellectuel dans le vent. C'est vous dire où cela va leste.

Si cette entrée en matière ne vous a pas dissuadé d'aller au devant du truanand hilarant nommé @lias, peut-être retrouverez-vous dans la lecture des deux premiers romans de la série le goût de ces BD pour adultes des années soixante (Madame Atropos, Diabolik, etc.) avec une certaine émotion et le puritanisme de l'époque en moins.

Même si on ne peut prétendre qu'ils renouvellent le style, Serge Quadrupani (victime d'une chasse aux sorcières médiatique qui n'est pas sans évoquer les plus pitoyables et ignobles heures du MacCarthyisme) et Max Morora (dont j'ignorais jusqu'à ce matin l'existence mais qui se fera sans doute un plaisir de me la révéler d'un mail vengeur) nous proposent ici une bouffée de primarité marrante à laquelle il serait, à mon avis, dommage d'échapper.

Ceci dit, et sans vouloir passer pour un vieux con moralisateur, c'est le genre de bouquin que je ne laisserai pas entre les mains de ma gamine de onze ans, ni entre celles de ma mère. Ca se déguste comme un film porno, sans en parler... ou presque.

Alain L'Huissier, groupe de la Villette (Paris)
e-mail: alain@mintelorama.com

- (1) Série cul-culte de Joël Houssin.
- (2) Les Instituteurs immoraux - Sade.

Librairie du Monde libertaire

forum

avec Maurice Rajsfus, auteur de « Les Français de la débacle » le 31 octobre à 19 h 30

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 30 octobre à 18 heures:
Ni maître ni Dieu reçoit Daniel Beresniak pour parler de sexualité et ordre moral.

vendredi 31 octobre à 14 h 30:
Jazz en liberté: Charles Gayle quartet en public (1993); Abdelhaï Bennami solo (1996); Pharoah Sanders ensemble (1969).

dimanche 2 novembre à 20 h 30:
Agora reçoit T. Ferenczi du journal *Le Monde* et P. Breton, auteur de « L'utopie de communication »: Les médias nous mentent-ils?

jeudi 6 novembre à 20 h 30:
Microclimat recevra Maryse Arditi, physicienne, membre du Groupement scientifique pour l'information sur l'énergie nucléaire.

C'est le profit et le capitalisme qui créent le chômage et la misère, pas les immigrés!



FÉDÉRATION ANARCHISTE • 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

Autocollants format 10 x 14 cm.

14 F à partir de 50 exemplaires.

En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (chèques à l'ordre de Publico).

le chômage c'est la misère le salariat c'est l'exploitation ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE FÉDÉRATION ANARCHISTE • 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

LYON

Pas de fascistes dans le quartier, pas de quartier pour les fascistes !

DANS LA NUIT DU 15 AU 16 février dernier la librairie La Plume noire était criminellement incendiée. La veille, des autocollants du F.N.J. (Front national de la jeunesse) avaient été placardés sur la devanture et le lendemain notre hebdomadaire, le Monde libertaire, passait en procès sur une plainte déposée par Le Pen. Les lecteurs du Monde libertaire ont été largement tenus au courant de ces deux événements sur lesquels nous ne pensions pas revenir.

Seulement, le samedi 4 octobre dernier, le F.N.J. a rassemblé près de trois cents de ses militants dans le cadre d'une conférence régionale intitulée « objectif France » tenue dans la salle municipale Paul Garcin, impasse Flesselles dans le 1^{er} arrondissement sur les pentes de la Croix-Rousse, à moins de deux cents mètres de la librairie La Plume noire.

Logiquement, l'émotion et la colère ont été grandes de la part des militants et sympathisants de la Fédération anarchiste ainsi que de nombreux habitants du quartier qui sont venus une fois de plus nous témoigner leur solidarité. Même si cette journée ne fut émaillée d'aucun incident, il s'agit bien d'une provocation de la part d'une organisation fasciste qui persiste et signe dans sa volonté manifeste d'étendre son ombre sur un quartier qui l'a toujours rejeté bien qu'à plusieurs reprises elle ait tenté sans succès de s'y implanter. Nous pouvons aussi légitimement nous interroger sur les raisons qui ont poussé la municipalité de R. Barre à accorder en catimini cette salle au F.N.J. Les habitants du quartier ainsi que le maire d'arrondissement n'ont été prévenus de la tenue de cette réunion que le matin même, par voie de presse.

Canuts, debouts contre le fascisme !

C'est la première fois que le F.N.J. a tenu une réunion publique à la Croix-Rousse. Jusqu'ici la population du quartier s'est toujours opposée à toute apparition publique du F.N., quitte à devoir descendre dans la

rue. En 1988, plus de deux mille personnes ont manifesté pour protester contre un collage, rue Burdeau, effectué par cinquante ner-vis du F.N. Plus récemment, le 22 février dernier, trois mille personnes ont défilé pour affirmer leur solidarité avec La Plume noire incendiée par les fascistes.

Les tentatives d'intrusion du F.N. sur les pentes de la Croix-Rousse ne sont pas dues au hasard. La réalité sociale de ce quartier encore populaire et muticulturel, à la vie associative féconde, est insupportable au F.N., chantre des discours racistes et sécuritaires, qui a toujours affirmé sa volonté de « l'assainir ».

Au vu des méthodes employées dernièrement par le F.N. contre le « Sous-marin » à Vitrolles nous ne pouvons que nous inquiéter sur ces volontés d'implantation à la Croix-Rousse.

C'est bien l'ensemble des composantes politiques, associatives et culturelles du quartier qui doivent res-

ter vigilantes face aux tentatives fascistes.

La meilleure réponse que nous pouvons alors apporter à cette provocation du F.N.J., était de réclamer à notre tour cette salle auprès de la mairie afin d'y tenir une réunion publique antifasciste. L'Union locale Lyon de la Fédération anarchiste en a donc pris l'initiative pour le 30 octobre car nous pensons qu'il est urgent de se mobiliser et de débattre, y compris dans nos quartiers, avec toutes celles et ceux qui pourront apporter leur contribution à la lutte contre les idées fascistes.

David
groupe Durruti (Lyon)

Débat public « Tous ensemble, solidaires contre le fascisme ! »

jeudi 30 octobre à 20 heures

salle Paul Garcin,
impasse Flesselles, Lyon 1^{er}.

Guillon mode d'emploi

La vie militante nous réserve parfois des petites joies canailles. C'est rare mais ça arrive. Raison de plus pour les savourer lentement. Témoin, la relaxe mardi 21 octobre de Claude Guillon, auteur avec Yves Le Bonnic de *Suicide mode d'emploi* (livre censuré et interdit de réédition) et plus récemment de *A la Vie à la Mort* (éditions Noësis (1)), devant la 11^e Chambre d'appels correctionnelle de Paris au terme de plusieurs mois de procédure.

Méchamment tabassé par les flics le 28 août 1996, dans une rue de Paris, au soir d'une manifestation de soutien aux sans-papiers. Claude fut victime d'une hémorragie du foie et de blessures au cuir chevelu. Bien évidemment, s'ensuivit un dépôt de plainte du ministère public pour coups et blessures. Un des flics cogneurs, grièvement blessé par notre homme, avait en effet bénéficié d'un arrêt de travail de moins de trois jours, en l'espèce zéro jour (c'est leur jargon de bureaucrate).

Le premier procès eut lieu au printemps 1997 et Claude Guillon fut condamné à quinze jours de prison avec sursis et un franc de dommages et intérêts. Peine de l'innocent sans doute, mais peine tout de même. C'est un principe intolérable, répétons-le, que d'être passé à tabac tout d'abord, et par la suite d'être condamné. Et notre camarade de faire appel. Jusqu'ici : normal. C'est le principe de notre démocratie parlementaire.

C'est justement cet appel qui fut jugé mardi dernier. Les attendus du jugement de relaxe ne sont pas encore connus. Mais au bout du compte peu importe. Ce résultat est une étape importante dans une affaire qui est loin d'être finie. Claude a déposé plainte avec constitution de partie civile, dossier instruit par le juge Valat.

Il y a des jours comme ça qui nous réconcilient avec la justice de notre pays. Non arrêtés, c'est pour déconner.

Jean-Pierre Gault

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire.

Bienvenue aux immigrés !

suite de la première page

gration stigmatisait lui aussi les bons sentiments de « privilégiés » qu'il accusait de ne pas connaître la situation des classes populaires.

Vigipirate comme modèle de société

Pour combattre le Front national, il faudrait adopter sa logique. L'idée n'est pas nouvelle. Il y a quelques années, Fabius l'avait exprimé clairement : « le Front national pose les bonnes questions mais n'apporte pas les bonnes réponses ».

En l'occurrence, les réponses découlent pourtant logiquement des questions.

Affirmer comme le Front national que combattre l'immigration est nécessaire pour faire reculer le chômage, c'est se placer sur son terrain. Depuis quinze ans, on sait les conséquences désastreuses d'une telle démarche: elle ne fait pas reculer le Front national, qui apparaîtra toujours comme le plus conséquent dans cette surenchère répressive, mais elle lui apporte, bien au contraire, une véritable caution idéologique.

Bien sûr monsieur Chevènement, cette façon de poser les problèmes fait consensus, à gauche comme à droite. Mais c'est justement ce type de consensus qui est inacceptable.

Croire que partager le travail, en diminuant les salaires et en accroissant

la flexibilité, serait un moyen de résorber le chômage, c'est se résoudre à partager la misère. Affirmer qu'il faut contrôler fermement les flux migratoires pour ne pas accroître le chômage, c'est accepter de faire de l'Europe une forteresse blanche et de Vigipirate un modèle de société.

Gérer loyalement ce système en se pliant à ses règles tout en prétendant pouvoir le rendre acceptable, c'est se fourvoyer dans une terrible impasse. Anarchistes, nous refusons de restreindre le domaine des possibles aux nécessités d'une société capitaliste et étatique que nous rejetons.

Tarek
groupe Durruti (Lyon)

A G E N D A

jeudi 30 octobre

NIMES: Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste appelle à un rassemblement en soutien aux sans-papiers à 18 h 15 place de la loge.

NIMES: Le groupe du Gard de la F.A. vous invite à la projection du dernier film de Richard Prost « *Contre vents et marées* » (sur la résistance des exilés espagnols contre le franquisme), en présence de l'auteur, à 20 h 30 au centre culturel Pablo Neruda. Entrée libre.

PARIS: Le groupe de la Villette de la F.A. organise une réunion sur la **F.A. mode d'emploi** à 20 heures, à l'Usine, 102, bd de la Villette (19^e).

Vendredi 31 octobre

MONTPELLIER: Le groupe de Montpellier de la Fédération anarchiste vous invite à assister à la projection du film « *Contre vents et marées* » de Richard Prost, en présence du réalisateur, à 20 h 30 à l'Antre Anar (5, rue Jeanne d'Arc).

Samedi 1er novembre

DIJON: Le groupe libertaire de Dijon (FA/SCALP) appelle à un rassemblement de **soutien aux sans-papier à 18 heures** devant la préfecture. « Les voix sans maître » organise un **concert de Punk-Rock à 20 heures** à la salle la vapeur (avenue Stalingrad) avec les groupes La Fraction, Poupée mataf, Wet chicken shit et les Zabriskie Point, le tout pour 35 F.

MARSEILLE: Le groupe de Marseille de la Fédération anarchiste et la CNT organise une nouvelle édition de la **Nuit de l'Anarchie** à partir de 19 heures au Théâtre Torsky, 16 promenade Léo Ferré. Au programme un débat sur l'anarchisme et le syndicalisme, des animations musicales toute la nuit, des stands et restauration.

mardi 4 novembre

BESANÇON: Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste organise une réunion publique animée par deux anarchistes russes sur **les anarchistes et la situation sociale en Russie** à 20 h 30 au cercle suisse (4, rue de Lacoré).

TOULOUSE: Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste vous invite à une réunion-débat, précédée d'une vidéo, sur « Après la suspension de la conscription, l'APD ou les rencontres armée-jeunesse, faisons le point sur l'armée et l'antimilitarisme » à **20 h 15 à l'Athénée Albert-Camus**, 36 rue de Cugnaux (Métro Patte d'oie).

mercredi 5 novembre

NOISY-LE-GRAND (93): Tandis que le 11 sera inaugurée une chapelle de la « Fraternité saint Pie X », le collectif noiséen de vigilance et d'action citoyenne contre l'ordre moral organise un **réunion-débat à 20 h 30 salle Gérard-Philippe** (face à la mairie) avec Thierry Meissan (réseau Voltaire), René Monzat (journaliste), Xavier Pasquini (journaliste à Charlie hebdo).

Vendredi 7 novembre

OCTEVILLE (50): Le groupe de Cherbourg de la F.A. vous invite à une conférence-débat sur le thème « Pourquoi la Fédération anarchiste aujourd'hui, analyse de la situation actuelle » à 20 h 30 au foyer Jacques Prévert.

PARIS: Le groupe Louise Michel organise un espace vidéo libertaire « **La lanterne noire** » à 20 h 30, 10, rue R. Planquette (18^e). Projection au choix de *Les Croix de Bois* ou *Les sentiers de la Gloire*.

Samedi 8 novembre

LILLE: Le Centre culturel libertaire Benoit Broutchoux (1-2 rue Denis du péage) vous invite à 17 h 30 une vidéo-débat sur le « **Non au nucléaire civil et militaire** ».

LYON: Débat à 15 heures à la librairie La Plume noire, 19, rue Pierre Blanc (1^{er}) animé par la Fédération anarchiste sur « **Les sans-papiers face à la loi Chevènement** ».

LORIENT: L'Union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste organise une journée « **10 heures contre les enfants de Pétain** » à la salle Cosmao Dumanoir de 14 à 24 heures. Entrée libre l'après-midi et 30 F à partir de 20 heures. Au programme: débats et forums de discussion sur l'analyse de l'actualité (sans-papiers et projet de loi Chevènement); l'armée aujourd'hui et la réforme du service militaire; le patriotisme et le nationalisme; l'anti-fascisme. En soirée: musique, concert, cabaret avec *Les Rats de Marée* (chants marins), *Les Goristes* (chansons pamphlétaires), *Rue d'la Gouaille* (Rock celtique), *FCSG* (Rap) et *Les White-Spirit* (Rock). Toute la journée expos, buvette et tables de presse d'associations et d'organisations.

Pour les Rennais un départ en car sera organisé s'adresser à: F.A., c/o MJC La Paillette, B.P. 35038 Rennes cedex (joindre 80 F).

mardi 11 novembre

NOISY-LE-GRAND (93): Le collectif noiséen de vigilance et d'action citoyenne contre l'ordre moral organise une **manifestation contre la haine à 12 heures à Champy** (face à la sortie du RER-Noisy-Champs).

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
supplément au n° 1098

GRATUIT

Qu'elles soient de droite ou de gauche Non aux lois xénophobes!

POUR CEUX QUI AURAIENT LA mémoire courte, la « gauche plurielle », menée par le Parti Socialiste, nous rappelle que les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient. Entre la privatisation de France Télécom et l'absence d'augmentation significative des salaires, la non-abrogation des lois Pasqua-Debré est le premier des signes de la politique « responsable » (mais pas coupable?) du gouvernement en matière d'immigration.

«[...] un consensus existe pour réformer la politique de l'immigration, pour la rendre plus juste, plus efficace, plus conforme à l'intérêt national. Certes la porte de l'immigration de travail non qualifiée doit rester fermée: des millions de chômeurs sont à la recherche d'un emploi et ce contexte ne permet aucun autre choix». Cette éloquente citation est tirée du rapport Weil qui se situe dans la continuité des lois qui contribuent à précariser la situation des immigrés en France et en Europe depuis plus de vingt ans. Il conforte ainsi toutes les thèses notamment véhiculées par l'extrême droite selon lesquelles l'immigration est cause de chômage, misère, délinquance, etc. Ce sont les mêmes personnes qui nous disent «qu'il faut nous serrer la ceinture» pendant qu'ils empêchent leurs dividendes ou leurs pots-de-venir, qui nous rabâchent «qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde».

Mais les chefs d'entreprises n'ont-ils jamais eu le moindre problème pour voyager librement. De toute façon, le capitalisme a besoin d'avoir des clandestins (notamment dans le BTP ou dans le textile). Ceux-ci n'ont pas de syndicats, et ont une situation si précaire qu'ils ne peuvent rien revendiquer: l'épée de Damoclès de l'expulsion les en empêche.

Le consensus anti-immigrés

La vision des différents partis de gouvernement sur la question de l'immigration est unanime: il faut réduire les flux migratoires au maximum. La seule différence est la méthode pour y arriver. La droite joue la carte du tout répressif, avec les méthodes que l'on connaît: harcèlement par les administrations et la police, «signes forts» envers les pays dits «à risque migratoire» (en expulsant les personnes bâillonnées et droguées, en enfonçant les portes à coups de hache...)

La gauche, elle, essaie de se démêler d'un débat dans lequel elle n'est pas à l'aise, car elle a le souci d'arriver aux mêmes résultats, mais sans que les méthodes paraissent trop choquantes. D'ailleurs, on entend régulièrement les

divers ministres des gouvernements socialistes successifs se vanter d'avoir expulsé plus de personnes que les gouvernements de droite. Néanmoins, devant la pression des associations et collectifs de soutien aux sans-papiers, elle est obligée de faire une loi qui paraît humaine aux yeux de l'opinion publique.

• On gomme les absurdités des précédentes législations comme par exemple les parents d'enfants français - qui étaient inexpulsables et non-régularisables - peuvent enfin se voir accorder un titre de séjour.

• Quelques catégories voient leurs critères d'entrée assouplis. Les étudiants étrangers qui étaient soumis à des conditions de ressource (2 500 F par mois quand on connaît le salaire moyen dans les pays d'Afrique ou dans les pays de l'Est!) sans pouvoir travailler ont maintenant le droit de travailler à partir de la deuxième année d'étude et dans des conditions draconiennes. La préfecture n'est plus habilitée à juger du sérieux des études, une des conditions de séjour, mais l'université est quand même chargée de le faire. Il faut noter que le statut des étudiants étrangers était régi par la circulaire Sauvémarchand, mise en place par un gouvernement socialiste et qui a donné lieu à de nombreuses mobilisations.

• Quelques grands principes sont affirmés comme le droit du sol qui est très partiellement rétabli. Les enfants nés en France de parents étrangers devront encore attendre 16 ans avant de pouvoir demander la nationalité. Ce qui veut dire que d'ici là, les parents pourront être expulsés.

Répression et précarisation

Cependant, derrière ces quelques prudentes avancées visant à montrer qu'ils ne font pas que du répressif, se cache un volet sécuritaire qui en rajoute (même si cela est dur) par rapport aux textes répressifs précédents:

• Les principaux outils de fichage comme le certificat d'hébergement sont gardés.

• Les centres de rétentions, qui ont fleuri un peu partout en France pendant les gouvernements de gauche. Trois en 1981, une trentaine aujourd'hui, certains ont servi de camps pour les réfugiés. Ils restent des zones (il en existe d'autres comme les zones d'attente), où l'on est enfermé pour le simple fait de n'avoir pas de papiers avant d'être expulsé. Non seulement le gouvernement se garde bien de remettre en cause cet outil de répression, mais il l'empire en allongeant la durée de rétention de 10 à 12 jours. A ce sujet, une campagne à l'initiative de la Coordination natio-

nale des sans-papiers pour la fermeture des centres de rétentions vient de débuter.

• Le statut des victimes de la double peine (un étranger ayant fait une peine de prison de 6 mois ou plus subit une deuxième peine: il devient expulsable), même si Chevènement demande l'examen des «circonstances individuelles» (situation familiale, temps de séjour sur le territoire,...) restent inchangés.

Le projet de loi entérine ce que les autres ont pratiqué: la précarisation des immigrés et la suspicion à leur égard. La carte de résident de 10 ans qui étaient autrefois la norme, même conservée, devient de plus en plus exceptionnelle. Les titres de séjour provisoire (carte d'un an, permis de trois mois) deviennent la règle en matière d'immigration. Ainsi, les étrangers sont sans cesse contrôlés, soupçonnés, livrés à l'arbitraire des préfetures et obligés de se soumettre à des conditions. Le regroupement familial par exemple ne peut

être obtenu qu'avec des revenus au moins égal au SMIC à l'heure où les patrons multiplient les emplois précaires, licencient à tour de bras, mariage mixte, il faut maintenant justifier de deux ans de vie commune au lieu d'une avant! Enfin, le fourre-tout du «trouble à l'ordre public» est brandi pour pouvoir s'opposer à toute régularisation ou renouvellement de titre de séjour.

Dray et la gauche socialiste propose pour «réguler les flux migratoires» d'appliquer une politique des quotas. Il sera établi chaque année un nombre maximum d'entrée sur le territoire. Il est évident que ces taux seront intimement liés à la politique économique et diplomatique du gouvernement en place. Ainsi, on pourrait voir en sous-main des accords du genre «si tu m'achètes x hélicoptères de combat, j'en laisse rentrer x milliers». Pour ce qui est du droit d'asile, il fait l'objet de beaucoup de déclarations mais de peu de mesures. En effet, la liste de l'OFPPA

contenant les pays susceptibles d'attenter à la sécurité de ses ressortissants ne comprenait pas le Maroc par exemple. Il semblerait que l'ouverture des frontières soit beaucoup plus facile à accepter pour les marchands que pour les individus et les idées.

Enfin et surtout que vont devenir les milliers de sans-papiers recensés par le gouvernement et non régularisés? Jospin veut les faire passer pour des dangers publics avec le raisonnement: «si la gauche ne les a pas régularisés, c'est qu'il y a de très bonnes raisons». La date limite de clôture des dossiers étant arrivée, la loi Chevènement étant en passe d'être adoptée, la mobilisation reste plus que jamais nécessaire pour rétablir le rapport de force et exiger:

- la fermeture des centres de rétention
- l'arrêt immédiat des expulsions;
- des papiers pour tous les sans-papiers.

Marc. - groupe de Montpellier

Appel aux «démobilisés»

LES LOIS PASQUA-DEBRÉ soulevaient l'indignation quasi-générale et mobilisaient un vaste mouvement de protestation populaire. C'est parce qu'elle accentuait une logique sécuritaire, raciste et xénophobe, que la politique du gouvernement Juppé se heurtait à la ferme détermination des collectifs de sans-papiers et des organisations les soutenant. C'est parce que les Lois Pasqua-Debré tendaient à transformer chaque citoyen en auxiliaire de police dénonçant aux forces de la répression ses hôtes, que les intellectuels signaient des pétitions appelant à la désobéissance civile. Parce que les lois anti-immigrés désignaient à la vindicte populaire la partie la plus fragile socialement de la population comme responsable de la crise sociale, nous étions des centaines de milliers d'individus à nous opposer à la criminalisation des «étrangers en situation irrégulière.» L'économie capitaliste se mondialise, usines et capitaux sont transférés d'un continent à l'autre au gré des profits procurés par un taux avantageux. La totalité de la population mondiale est régie par la loi d'airain du capitalisme. Dans ces conditions, le patronat employant des travailleurs en situation irrégulière se trouve amnistié par la grâce d'une élection présidentielle. Focalisant l'attention, l'immigration clandestine permet d'occulter les véritables causes de l'inégalité économique et sociale et, dans le même temps, les clandestins fournissent un volant de travailleurs taillables et corvéables à merci...

Français-immigrés, notre pays c'est la liberté et l'égalité

Confrontés à cette logique, les anarchistes estiment que Français et immigrés sont victimes de la même exploitation et souffrent de la même aliénation. Nous refusons de nous soumettre aux divisions factices des États, aux frontières imaginaires des nations. Nous revendiquons la liberté pour tout individu de vivre et de s'installer où bon lui semble. Nous sommes conscients du fait que la logique des États ne nous asservit que parce qu'elle nous divise. L'alternative qui nous est offerte est d'une remar-

quable limpidité: défense du capitalisme et de ses frontières ou mise en oeuvre d'un projet sociétaire basé sur la liberté des individus, l'égalité sociale et l'entraide entre les peuples.

La gauche a choisi! Les anarchistes ne s'étonnent pas de voir ces mêmes socialistes qui se bousculaient hier au premier rang des manifestations contre les Lois Pasqua-Debré, endosser aujourd'hui réduits à endosser «ces lois liberticides» au nom d'une réalité économique transcendantale. A l'épreuve du pouvoir, les grands discours humanistes et les gestulations médiatiques de la gauche plurielle cèdent le pas à la «responsabilité gestionnaire». Le parti socialiste est un garde-fou. Il est la caution morale d'un capitalisme triomphant!

Parce qu'elles servent les mêmes intérêts, les politiques de gauche et de droite s'inscrivent dans une même logique et ne se distinguent plus que par le saupoudrage: un peu plus de cela ici; un peu moins de ceci par là... Le projet de loi Chevènement reprend à son compte et crédibilise une idée véhiculée par l'extrême droite: l'immigration serait un «problème» et la responsable du chômage... Qu'on soit «Français ou immigrés», le véritable problème, c'est: le développement de la misère et la remise en cause des acquis sociaux. Les responsables ne sont pas les sans-papiers mais le patronat et l'État qui nous exploitent et licencient, au gré de leurs intérêts. C'est le capitalisme qu'il faut combattre et personne ne le fera à notre place. Au travail, dans les quartiers... Il faut en finir avec ce marché de dupes.

Puisque l'exploitation éhontée des Hommes et la division de la société entre exploités et exploités sont les causes véritables de l'exclusion, nous appelons aujourd'hui comme hier:

- à faire barrage à la mise en oeuvre et à l'application de la future loi Chevènement,
- à la mobilisation autour de la désobéissance civile,
- à la fermeture des «camps» de rétention;
- à l'obtention de papiers pour tous les sans-papiers.
- à l'arrêt de toutes les expulsions.

Fédération anarchiste

La régularisation selon la gauche 100 000 expulsés en avril ?

CA Y EST : LE 1ER NOVEMBRE PASSÉ, plus de demande de régularisation possible. Les cent vingt mille sans-papiers qui avaient fourni leur adresse aux préfetures à la date du 3 octobre doivent maintenant être quelques milliers de plus à avoir fait confiance à un gouvernement de gauche. Sans avoir vraiment le choix, il est vrai : c'était ça ou continuer à croupir dans la clandestinité et la précarité. Pour beaucoup d'entre eux, il y a fort à craindre que ce sera maintenant ou croupir ou faire partie des prochains charters.

Au 3 octobre, selon le ministère de l'Intérieur, il y avait donc cent vingt mille demandes et seulement cinq mille régularisations. Soit très exactement 4,16% de régularisés. On est encore très loin d'une régularisation globale ou même «généreuse». Sachant que ces cinq mille premières régularisations sont les plus faciles à obtenir (des familles, des dossiers en béton...), combien y en aura-t-il, en avril, date butoir que se propose Chevènement pour boucler l'ensemble de la procédure?

Certains sans-papiers de Lille sont maintenant à plus d'une dizaine de convocations à la préfecture du Nord dans le cadre de cette procédure. Il n'est pas injuste de penser que c'est là une manière de faire attendre ceux pour lesquels on sait déjà qu'on va prononcer un refus, afin que tout se passe sans trop de vagues.

Pourquoi en est-on là? Parce que la circulaire Chevènement s'inscrivait scrupuleusement dans le cadre des lois existantes, c'est-à-dire Pasqua, Joxe et Debré. Parce que le gouvernement s'est refusé depuis le début à abroger ces lois et à garantir au minimum une plus grande liberté de circulation et d'installation. Parce que la philosophie publique du gouvernement en la matière est la même que celle de Debré: «Tout ce qui renforcera la lutte contre l'immigration irrégulière facilitera l'intégration des réguliers», déclarait ce dernier au *Parisien* le 17 décembre 1996. «Si l'on facilite l'entrée aux quatre vingt cinq millions d'étrangers qui visitent la France chaque année et si on rend la vie plus facile aux immigrés installés de longue date, il faut que tous ceux qui veulent se maintenir à toute force en situation irrégulière sur notre sol ne puissent le faire», trouve-t-on dans l'exposé des motifs de l'avant projet Chevènement.

Quant à une régularisation globale, les membres des partis au gouvernement ne cessent de décliner sur tous les tons que c'est absolument impossible. Il est d'ailleurs frappant de constater à quel point le discours de la gauche a changé depuis le printemps. De l'expression de la solidarité sans réserve avec un mouvement, on est passé à la vitesse de l'éclair au discours de gouvernants «responsables» et timorés.

En s'en tenant au statu quo actuel, ce seront des dizaines de milliers de

personnes, voire cent mille qu'il faudra expulser à partir du printemps. Le risque est grand que la circulaire Chevènement devienne non pas une circulaire de régularisation mais la plus importante mesure d'expulsion de ces dernières années. Grandeur et décadence de la social-démocratie!

Lors d'une interview au *Parisien* paru le 13 octobre 1997, Lionel Jospin l'affirma haut et fort: «Le gouvernement n'a pas choisi de donner des papiers à tous [...] Les personnes dont la demande sera rejetée devront quitter le territoire.» On aurait préféré entendre ce discours-là en avril dernier plutôt qu'un unique et démagogique engagement à abroger les lois Pasqua-Debré prononcé dans la fougue d'un meeting électoral à Paris! Les choses auraient été plus claires pour tous.

Déjà, le gouvernement, qui se soucie de son image, se demande ce qu'il fera des dizaines de milliers de refus: les forcer à retourner dans la clandestinité ou les expulser. Déjà, il parle «d'aide au retour». Déjà, il négocie avec les pays d'origine des sans-papiers leur rapatriement. Voilà comment la gauche, à partir d'un mouvement qui pouvait laisser il y a un an les plus grands espoirs d'en finir avec les lois racistes, va réussir à renforcer le bourbier des lois sclérotées!

Bertrand Dekoninck, groupe Humeurs noires (Lille)

Fermons les centres, les «camps» de la honte!

EN 1980, LE CAMP DE RÉTENTION d'Arcens est découvert sur le port de Marseille. Tollé général sur l'existence clandestine de ce lieu où sont enfermés des étrangers en attente d'être expulsés. Durant les deux septennats de Mitterrand, treize camps ont été ouverts, et surtout légalisés.

Actuellement, ils sont une trentaine. Le 1^{er} juin 1996, la presse révélait l'existence d'un centre de rétention à Gennevilliers qui n'était répertorié dans aucun registre. Des personnes étrangères y étaient détenues au voisinage de chiens de dressage de la brigade canine de la D.I.C.L.L.E.C. Quelques mois auparavant, un camp du même type a été fermé en raison des conditions inhumaines de rétention.

Qu'est-ce qu'un camp de rétention? Il en existe deux types : - administratifs, les personnes y sont placées par l'administration pour une dizaine de jours

- judiciaires, les juges peuvent autoriser l'administration à tenir enfermés des hommes et des femmes en vue de leur expulsion, pour une période de trois mois renouvelables.

Nous employons à dessein le terme de camps, car ces centres de rétention nous rappellent les camps mis en place pour «accueillir» les réfugiés espagnols fuyant devant la victoire de Franco. Ces mêmes camps furent par la suite utilisés par le régime de Vichy pour y parquer les juifs en prévision de

leur déportation vers Auschwitz. Aujourd'hui encore, des détenus entament des grèves de la faim pour dénoncer les conditions inhumaines de leur rétention.

Exiger la fermeture des camps de rétention, c'est : - réclamer la dignité pour des gens dont le seul délit est de ne pas avoir de papiers

- être conscient que la mise en place d'outils de répression, quels qu'ils soient, à l'égard de certaines catégories de la population, peut engendrer des dérives incontrôlables

- lutter contre la précarisation des étrangers: c'est prévenir le développement de la précarité et l'exclusion dans la société

- lutter pour la régularisation globale: en réclamant la délivrance d'une carte de résident de dix ans pour tous les sans papiers et son renouvellement de plein droit.

A partir du 15 octobre, la Coordination nationale des sans-papiers lance une campagne nationale pour la fermeture des centres de rétention. Des actions seront organisées par les collectifs locaux, devant les centres de rétention, en vue d'impulser un vaste débat sur le problème de la rétention, d'exiger l'abrogation des lois Pasqua-Méhaingnerie-Debré, le retrait du projet de loi Chevènement, dans le cadre de la lutte pour la régularisation globale de tous les sans papiers.

Wally, groupe Louise Michel (Paris)

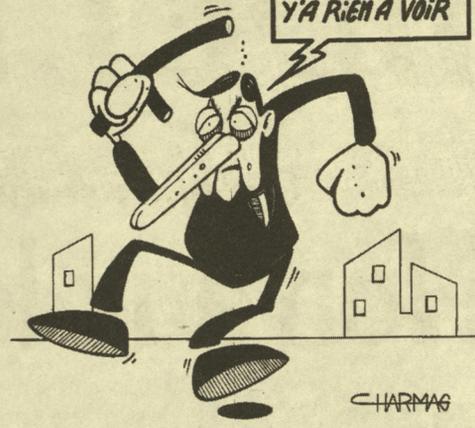


Affiche format 100 x 70 cm.
1,20 F à partir de 50 exemplaires, 5 F à l'unité.

En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (chèques à l'ordre de Publico).

CHEVÈNEMENT AUX SANS-PAPPIERS

CIRCULAIRE! Y'A RIEN À VOIR



Moins «les élus» agissent contre le chômage, plus ils votent des lois contre les immigrés!

«La politique menée aujourd'hui en matière d'immigration n'est guère éloignée de ce que l'extrême droite réclame depuis son surgissement dans le débat politique, au début des années 80, et cet alignement progressif, s'il résulte surtout des initiatives de la droite durant les deux cohabitations, n'avait pas été fondamentalement remis en question par la gauche entre 1988 et 1993.»

Le Monde, 3 avril 1996

- loi du 9 septembre 1986: la première «loi Pasqua» donne aux préfets, statuant seuls et sans aucune procédure permettant l'exercice des droits de la défense, le droit de prononcer la reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière;

- circulaire du 29 octobre 1991: la «circulaire Sauvé-Marchand» demande aux préfets de contrôler la réalité et le sérieux des études envisagées ou poursuivies par des étudiants étrangers avant de délivrer ou de renouveler une carte de séjour temporaire;

- loi du 22 juillet 1993: elle impose une démarche positive pour acquérir la nationalité française aux enfants nés en France de parents étrangers qui n'y sont pas nés;

- loi du 10 août 1993: elle facilite les contrôles d'identité;

- lois des 24 août et 30 décembre 1993: la régularisation des demandeurs d'asile déboutés devient impossible; la délivrance de la carte de résident est subordonnée à la régularité du séjour (mesure qui touche notamment les conjoints de Français et les parents d'enfants français); l'étranger ne peut faire venir sa famille en France avant un délai de deux ans;

- loi du 27 décembre 1994: elle crée des zones d'attente dans les gares internationales.

- loi Toubon, printemps 1996: elle qualifie l'aide à l'étranger en situation irrégulière d'acte de terrorisme et autorise les perquisitions pendant les heures de nuit pour rechercher ou constater des actes de terrorisme;

- lois Debré et Philibert, printemps 1996: elles allongent le délai de rétention administrative préalable à une reconduite à la frontière de dix à quarante-cinq jours; les maires obtiennent le pouvoir de refuser des certificats d'hébergement; la prise d'empreintes digitales devient systématique lors de la demande d'un visa afin d'assurer l'identification des personnes faisant ensuite disparaître leur passeport pour éviter leur reconduite à la frontière; un «fichier des hébergeants» est mis en place et les hébergeants doivent déclarer le départ de leur visiteur et verser une caution destinée à couvrir ses éventuels frais médicaux; les prérogatives des policiers sont considérablement étendues dans une zone de vingt kilomètres autour de six cents aéroports; la carte de résident de dix ans ne pourra être accordée qu'après deux années de vie commune au lieu d'une seule; l'aide médicale hospitalière est réduite aux seuls «soins d'urgence» ou aux maladies présentant des «risques de contagiosité».

- Projet Chevènement, automne 1997:

- les jeunes nés en France restent des étrangers jusqu'à 18 ans;
- allongement de la rétention administrative (sept à quatorze jours);
- persistance du délit d'entraide et de solidarité;
- opposabilité de la menace à l'ordre public pour la délivrance de plein droit des titres de séjour;
- aucune mesure permettant l'amélioration de la «vie» dans les zones d'attente.

«L'économie générale du projet de loi est caractérisée par la continuité: une approche sécuritaire et policière de l'immigration prédomine au détriment d'une volonté réelle d'intégration»

«Jospin persiste et signe dans la logique d'une gestion policière de l'immigration»

Déclaration du M.R.A.P., septembre 1997

le monde libertaire

GRATUIT

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

DÉPUIS DE NOMBREUSES années, les gouvernements -qu'ils soient de droite ou de gauche- se font élire en usant d'un discours commun, s'articulant autour de l'efficacité économique et de la réduction de la fracture sociale. Efficacité par rapport à quoi et au bénéfice de qui? Efficacité par rapport aux lois de la rentabilité et au bénéfice de ceux qui détiennent le pouvoir et qui dirigent notre société! Leur couleur politique importe peu, leur point commun est de préserver le système capitaliste à tout prix. Aujourd'hui, les socialistes ne se masquent plus derrière des discours de transformation sociale. Rejoints par le P.C.F. et les écologistes, ils mènent ouvertement une politique socialement intenable car générant, de manière de plus en plus massive, inégalités, précarité et exclusion. Les classes dirigeantes exercent un chantage sur toute réflexion critique sous prétexte de « modernisation », de « réalisme », de « responsabilité ». Si le citoyen asservi aux urnes n'a pas les moyens ou ne se donne pas les moyens de prendre ses responsabilités, le pouvoir n'a de cesse de les prendre pour lui, aux dépens de ses droits fondamentaux.

Du sur mesure pour les patrons

Ainsi, après une campagne électorale basée sur une série de promesses, le gouvernement socialiste a pris la responsabilité d'entériner son alliance avec l'organisation patronale.

Les plans sociaux qui auraient dû être gelés sont en train de sacrifier aux lois du marché des milliers de salariés (Renault, banques, bâtiments...). A grands renforts médiatiques, le gouvernement vient de lancer les emplois-jeunes renforçant la précarité dans des secteurs déjà fortement touchés par les anciennes mesures socialistes : T.U.C., S.I.V.P., C.E.S. Ces emplois à durée déterminée introduisent dans la législation les C.D.D. d'un an renouvelables pendant cinq années. Le patronat en avait rêvé, la gauche l'a fait.

Les privatisations continuent sous un nouveau vocable : l'ouverture du capital. Les grandes entreprises publiques rentrent dans la concurrence : Thomson, le Crédit Lyonnais, Air France, France Telecom, etc. Conséquence prévisible de ces privatisations : un service public aligné sur le modèle européen, un dispositif d'assistance pour ceux qui ont échoué aux lois d'entrée sur le marché, finalement un « service minimum d'insertion ». Les gares qui ne sont pas rentables sont déjà fermées. Cliniques, postes prendront bientôt le même chemin. Pour ce qui

est de la loi cadre sur les 35, cette réduction du temps de travail sera largement compensée par les gains de productivité. Elle ne permettra donc aucun recul sensible du chômage. D'autre part, les négociations entreprise par entreprise entérineront certainement de nouvelles concessions faites au patronat (annualisation du temps de travail, réduction des salaires...). L'objectif unique de toutes ces mesures peut se résumer en un seul mot : le fric. Pour assurer ces restructurations, le capitalisme renforce plus que jamais son contrôle social sur les individus. L'administration française n'a jamais eu autant de pouvoir sur les citoyens. N'oublions pas que les lois Pasqua « sécurité » ainsi que la loi Toubon « antiterroriste » sont toujours en vigueur et qu'aucun parti de gauche ne demande leur abrogation. Par contre, sur fond de morale laïque et de défense des droits de l'Homme, les socialistes prévoient le recrutement de 20 000 emplois-jeunes dans la sécurité, 10 000 policiers dans les cités. Et dire que la gauche serait un rempart contre le tout-sécuritaire du FN!

En fait, ce sont les véritables moteurs idéologiques du pouvoir qui avancent : le contrôle social au moyen de la répression et de manière beaucoup plus perverse, par le biais d'un appel à la charité et la mise en place d'un système caritatif aidant les gens à gérer leur misère, ne remettant pas en cause ses origines, étouffant les solidarités possibles. Quant aux immigrés la bonne vieille recette du « bouc émissaire » continue. 100 000 régularisations mettraient, paraît-il, notre « économie nationale » en danger. Leur criminalisation est toujours maintenue à travers le nouveau projet de loi Chevènement.

Lutter, s'organiser et prendre l'offensive!

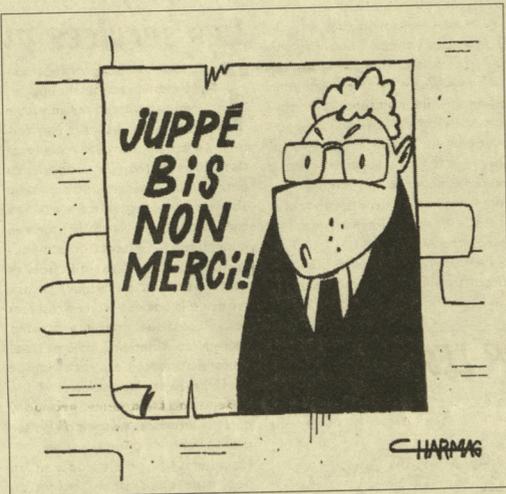
Le rouleau compresseur de cette politique étatique au service du fric n'est pas seulement, durant 20 ans, défait le mouvement ouvrier mais a engraisé l'extrême droite. Quand l'illusion social-démocrate d'un État justicier sera tombée, les dégâts causés dans la société ne pourront qu'amener à un durcissement de la situation sociale. Un rejet massif du système mis en place depuis de nombreuses années risque alors de naître et les propositions pour des alternatives radicalement différentes pourront alors prendre forme. Hélas, et l'histoire nous l'a montré, cette contestation ne va pas toujours dans un sens antiautoritaire et fondé sur plus d'égalité pour ceux qui produisent les richesses. Si nous ne voulons pas que la démocratie

blindée qui nous sert actuellement de régime ne prenne encore plus une couleur brune, nous nous devons d'une part de participer au développement d'un nouveau mouvement social seul capable de

retrouver cette solidarité de classe que patron et État veulent casser un peu plus chaque jour. Fédérer des luttes, favoriser leur auto-organisation, créer des réseaux de soutiens et d'informations, voici nos tâches

présentes. Cependant, si la lutte est nécessaire elle n'est pas suffisante en elle-même. Elle doit s'inscrire dans un projet global de société, faute de quoi, récupération électoraliste, essoufflement, la brise rapidement. Anticapitaliste, antiautoritaire, basé sur l'autogestion généralisée de la société, pour l'égalité économique et sociale de toutes et de tous, tel est le projet des anarchistes. Utopique disent certains, pas si sûr que cela... Du C.I.P. au mouvement de grèves de novembre/décembre 1995 en passant par la lutte des routiers ou encore celle des sans-papiers, à chaque fois l'auto-organisation et le contrôle de la lutte, l'action directe, la solidarité et l'entraide ont surgi. Ces idées libertaires sont donc plus que jamais d'actualité. Sans attendre « le grand soir », à notre boulot, sur notre quartier, dans nos fics et nos lycées, prenons nos affaires en main pour commencer, ici et maintenant, à construire un autre futur. Nous n'aurons que ce que nous prendrons!

Cécile, groupe de Montpellier
Jaime, groupe Kronstadt
(Lyon)



L'arnaque des 35 heures : le libéralisme de gauche au pouvoir

LES RÉSULTATS de la conférence sur l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail sont l'expression d'un mode de régulation sociale entièrement libéral. Rappelons que les trente-cinq heures sont promises pour l'an 2000 en contrepartie d'une modération salariale et d'une réorganisation du travail. Ce sont les termes employés par le relevé de conclusions de la conférence. D'autre part, pour toute diminution du temps de travail de dix pour cent, ce sont six pour cent d'embauches compensatoires qui sont prévues. Initialement prévues pour les entreprises de plus de dix salariés, nous en sommes déjà aux entreprises de plus de vingt salariés depuis le samedi 18 septembre. Voilà la situation des trente-cinq heures.

C'est là qu'il faut être clair : les trente-cinq heures ne sont pas un objectif prioritaire du monde des travailleurs et des chômeurs de 1997! Alors que l'urgence est la transformation de notre société pour redistribuer les richesses et les emplois autrement pour arriver à une société sans chômage, ni inégalités, alors que la nécessité est de supprimer l'origine même du profit et tout au moins de collectiviser la richesse des patrons de ce pays, cette mesure propose et enté-

rîne le chômage à plein temps pour de nombreuses années pour beaucoup d'entre nous.

En effet, un calcul simple permet de cerner l'effet sur l'emploi : l'arnaque est dans le différentiel entre les dix pour cent et les six pour cent. Avec quatorze millions de salariés du privé concernés dans notre pays (on enlève les indépendants et les fonctionnaires), il faut en enlever tout ceux qui travaillent dans les petites entreprises, c'est à dire cinq millions. Ainsi, ce sont six pour cent de neuf millions d'emplois qui sont créables, c'est-à-dire cinq cent mille emplois! Quelle perspective pour les quatre millions de chômeurs et les sept millions de personnes qui sont dans une situation de sous-emploi!

Une mesure inefficace contre le chômage

Nous voyons que l'argument de l'emploi est utilisé aujourd'hui soit pour justifier une croissance productiviste absurde et aliénante sans toucher à la répartition des richesses, soit pour dégrader l'emploi existant et les conditions de travail dans le sens de la volonté patronale ancestrale de réduction des coûts du travail. Il n'y a là aucune pers-

pective de permettre à chacun de participer à la création des richesses et surtout à leur acquisition. A cette allure là, en étant un social-démocrate raisonnable et responsable, le chômage devient une donnée permanente tout comme les inégalités : c'est cela que les anarchistes combattent.

Il n'y a pas de solution interne au chômage sauf à faire payer les salariés car tout patron veut bien payer trente heures de salaire pour trente heures de travail. Beaucoup le font déjà! La seule issue est la remise en cause collective de la propriété privée des moyens de production et la construction d'une société égalitaire : ne pas le comprendre nous condamne aux fausses solutions et à l'hypocrisie de mesures à l'image de notre monde.

Le discours économiste ne tient pas, pas plus que le discours politicien. Ce sont les accords d'entreprise qui sont prévus, c'est à dire le niveau où la mobilisation et la force des salariés est le plus faible. On le voit avec la banque, par exemple, où le patronat va profiter des trente-cinq heures pour remodeler complètement la convention collective de façon à faire payer les trente-cinq heures par les salariés en terme d'organisation du travail. ●●● page IV

L'arnaque des 35 heures : le libéralisme de gauche au pouvoir

suite de la page précédente

Là est l'essentiel: le financement des trente-cinq heures est assuré par les patrons, les salariés (invités à ne pas réclamer plus et leurs syndicats à être raisonnables) et l'État, dans cette version chrétienne du juste milieu, si chère à nos bons gouvernants de gauche. Or, il n'y a pas de juste milieu: nous sommes exploités ou nous ne le sommes pas, on ne peut être exploité à moitié, nous sommes traités comme des personnes humaines ou nous ne le sommes pas, on ne peut être traité à moitié comme des personnes.... C'est en cela que nous nous opposons à la voie moyenne des réformistes du P.S. et du P.C. car, à la différence de la droite, ils reconnaissent (avec de grandes variantes) cette exploitation et la domination inique mais cherchent seulement à l'atténuer. Ce faisant, ils la légitiment et la reconnaissent. Le prétendu partage du « coût des trente-cinq heures » aboutit à cela: rien en terme de redistribution des richesses en faveur de la masse des travailleurs et des chômeurs. On reste dans une logique libérale où la diminution relative du coût du travail est l'objectif essentiel. Ainsi, l'État file 9 000 F par emploi créé, ce qui veut explicitement dire que l'opération est blanche pour le patronat. Ce sont une fois de plus les laborieux qui se cotisent entre eux pour se faire une place dans ce monde qui garantit l'opulence et l'arrogance à la caste capitaliste. En ce sens,

ceux qui y voient une rupture tentent d'aveugler les travailleurs qui ne sont pas dupes.

Un marché de dupes

C'est le cas du patronat qui monte les enchères pour signifier qu'on lui arrache quelques parcelles de richesse ou de pouvoir, alors même que les plus républicains de ses membres (s'il est possible d'en distinguer) le font localement dans leurs boîtes. Ce sont des gens comme Bébéar (patron de AXA-assurances) qui nous gonflent avec « les salariés doivent comprendre qu'on ne peut tout avoir » qui s'empochent 23 300 F par jour de salaire et d'intéressement (lu dans la presse bourgeoise *Le Point* 26-09-97)! C'est aussi le cas des syndicats réformistes, dont le projet a été repris, qui s'évertuent à parler d'un « bon accord ». Il n'y a rien à attendre d'eux, ils accompagnent les restructurations du capitalisme et ne sont plus capables d'intégrer les révoltes des travailleurs et des chômeurs: ils sont déjà dépassés et ne servent plus que d'acolytes au patronat. Jusqu'à la CGT qui apparaît présenter une voie moyenne dont nous devons tout faire pour l'en détacher. Pour cela, il suffit d'écouter les échos des travailleurs eux-mêmes.

En effet, dans un pays où beaucoup de gens travaillent en dessous des trente-cinq heures de façon forcée, ou ne tra-

vaillent pas du tout ou travaillent plus de trente-cinq heures, celles-ci sentent l'arnaque car tout le monde s'attend à une contrepartie: ne plus demander d'augmentation de salaires, travailler en continu, le samedi ou en annualisant le temps de travail. Nous devons toujours être perplexes quand un gouvernement prétend améliorer le sort des masses sans que celles-ci se soient bougées! Les seules avancées sociales du XXe siècle ont été obtenues par la lutte, non dans les cabinets ministériels!

L'absence de mouvement social sur les trente-cinq heures montre que tout le monde sent aujourd'hui que la revendication essentielle n'est pas là. D'autre part, la négociation sociale conduite par des bureaucraties syndicales entreprise par

entreprise avec quatre millions de chômeurs laisse présager les pires régressions. D'autant plus, que les « camarades » du gouvernement vont calmer le jeu pour montrer qu'ils sont des gens responsables.

C'est bien parce que les anarchistes sont des gens responsables qu'ils ne peuvent accompagner cette mesure hypocrite qui d'une part exhorte les salariés à se soumettre à la gestion patronale alors que le chômage est durablement installé comme une variable d'ajustement du capitalisme, ? la réduction du temps de travail a toujours été une revendication du monde ouvrier en tant qu'elle permet de desserrer la contrainte du travail et de redistribuer les richesses au détriment des patrons. C'est la première fois que la demi-journée de gagnée s'accom-

pagne de la mise en place de la flexibilité et des restrictions salariales.

Il n'y a pas à avoir de contrepartie car nous ne devons rien à personne si ce n'est à nous mêmes! Il nous faut donc lutter pour gagner une réduction du temps de travail avec augmentation des salaires, suppression de la précarité des emplois et réquisition des emplois. Tout cela suppose de dénoncer les conditions dans lesquelles les trente-cinq heures sont en train de se faire.

C'est en développant des revendications crédibles et portant sur l'essentiel que nous pourrions contrer cette offensive sociale-libérale qui fait prendre aux travailleurs des vessies pour des lanternes.

Most

Les services publics ont-ils encore un avenir?

LE RAPPORT DE JEAN MOUSSAT (ancien directeur du budget) rendu au Premier ministre voici quelques jours était formel: il y aurait cinq cent mille fonctionnaires en trop; fonctionnaires qui, de plus, coûteraient bien trop cher (le « sureffectif » étant évalué à cent cinquante milliards de francs au minimum...). Ce technocrate voulait-il parler des flics, militaires et autres personnels étatiques parasites de la société (style Président de la République, Premiers ministres, secrétaires d'États, députés et sénateurs) ou encore de la technocratie d'E.D.F. « bureau-du-nucléaire »? Son papier aurait alors peut-être mérité quelque attention, histoire d'y puiser des éléments de critique sociale.

Mais hélas! et on s'en doutait un peu, il ne s'agissait nullement de cela! Ce scribouillard des caves du pouvoir demeure tristement dans la ligne, uniquement désireux d'apporter sa sale pierre à l'édifice des restructurations et du démantèlement des services publics, ces derniers étant sacrifiés sur l'hôtel de la compétitivité internationale et du prétendu rationalisme libéral.

Un rêve archaïque?

Si la période n'était pas si inquiétante, l'affaire aurait pu nous faire rire encore longtemps. Cependant... Alors que France Telecom vient de faire une entrée « triomphale » en Bourse et que les présentateurs du J.T. se font les troubadours chantant les louanges du « capitalisme populaire »... Alors que l'éducation n'en finit pas de devenir un centre de gardiennage et de conditionnement des individus aux seuls besoins des entreprises toutes puissantes...

Alors que la protection sociale se réduit, pour les plus pauvres, à une assistance publique minimale ou (c'est même politiquement pire) à la charité moderne de type caritatif et humanitaire...

Alors que la perspective de pouvoir bénéficier d'une retraite décente est

déjà barrée pour l'immense majorité d'entre nous...

Alors que les structures de sécurité civile – correspondant à de réels besoins sociaux – jonglent avec des bouts de ficelles pour, quotidiennement, éviter le pire...

Alors que tout ce qui relève encore un tantinet soi peu de la gratuité, de l'entraide, voire de l'altruisme, doit céder le pas à la transaction marchande...

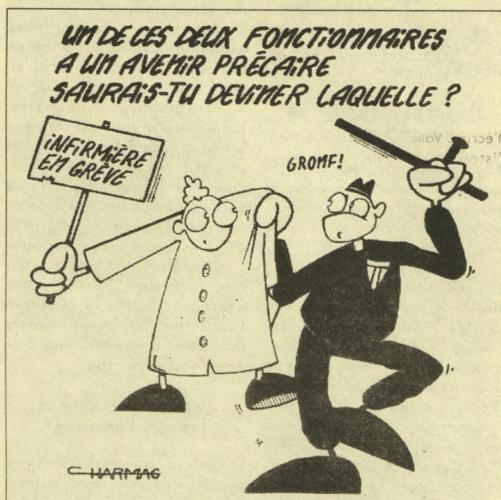
Alors que se met en place une nouvelle forme de totalitarisme économique et culturel...

La notion même de service public semble perdre son sens et s'apparente de plus en plus à une sorte de vestige préhistorique ou de rêve archaïque.

marché, avec une concurrence de plus en plus poussée, est immanquablement amené à détruire physiquement et politiquement les structures besoins sociaux – jonglant avec des bouts de ficelles pour, quotidiennement, éviter le pire...

L'autogestion généralisée ou la barbarie!

Dans ce contexte où la loi du fric ne nous laisse aucun choix, la revendication de l'autogestion généralisée nous semble la seule exigence réaliste. Par autogestion nous entendons d'abord la prise (ou la reprise) en main, directe, par les usagers et les travailleurs, des outils collectifs, destinés à satisfaire également les besoins de tous et de toutes.



le monde **libertaire** Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08 Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Les services publics (j'entends par là, s'il faut le préciser à nouveau, les vrais services publics : ceux qui contribuent au confort et à l'émancipation des individus!) démontrent mieux que n'importe quel autre secteur d'activité économique, l'incompatibilité fondamentale entre le capitalisme et la satisfaction des besoins individuels et collectifs.

A une époque où la pensée libérale dominante veut sans cesse nous apprendre ou nous rappeler que la logique de la concurrence permet d'offrir toujours le meilleur service au meilleur prix (voire le dogme du « juste prix »), nous pouvons constater, de visu et in vivo, comment le

L'autogestion – nous prenons bien la peine de préciser généralisée – n'est pas pour nous une cogestion qui se déroulerait aimablement entre « partenaires sociaux » (pour reprendre une expression consacrée de la prose dominante).

L'autogestion généralisée, c'est la rupture révolutionnaire avec ce système social, politique et économique. C'est l'association entre des revendications concrètes et immédiates (la nomination d'administrateurs dûment mandatés, contrôlés et révocables par les usagers et les travailleurs) et la contestation de fond du salariat, qu'il soit privé ou d'État.

Régis, groupe Déjacque